ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

'Εν 'Αθήναις τῇ 13 'Οκτωβρίου 1956 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | 'Αριθμὸς φύλλου 234

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 3588

Περὶ κυρώσεως τῆς Γενικῆς Συμφωνίας τῆς Γενεύης τῆς 17ης Μαρτίου 1954 ἐπὶ Οἰκονομικοῦ Κανονισμοῦ διὰ Διεθνεῖς 'Οδικὰς Μεταφοράς.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Εχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 4 Σεπτεμβρίου 1956 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς 'Επιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ 'Ημετέρου 'Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

"Αρθρον πρῶτον.

Κυροῦται ἡ ἀκολουθοῦσα ἐν συνεχείᾳ γενικὴ συμφωνία ἐπὶ τοῦ οἰκονομικοῦ κανονισμοῦ διὰ διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφοράς, ἥτις ἐγένετο ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς 'Υποεπιτροπῆς ἐπὶ τῶν Οδικῶν Μεταφορῶν κατὰ τὴν ἑνδεκάτην (εἰδικὴν) αὐτῆς συνεδρίασιν καὶ ὑπεγράφη ἐν Γενεύῃ τὴν 17ην Μαρτίου 1954 ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ Βελγίου, Δανίας, Γαλλίας, 'Ελλάδος, 'Ιταλίας, Λουξεμβούργου, 'Ολλανδίας, Σουηδίας, 'Ελβετίας, 'Ηνωμένου Βασιλείου καὶ Βορείου 'Ιρλανδίας καὶ Γιουγκοσλαβίας. 'Ομοίως κυροῦνται τὰ συγχρόνως μετὰ τοῦ Οἰκονομικοῦ Κανονισμοῦ ὑπογραφέντα: α) τὸ πρόσθετον πρωτόκολλον ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Γενικῆς Συμφωνίας εἰς τὰς ζώνας τῆς Γερμανίας καὶ β) πρωτόκολλον ὑπογραφῶν, περιέχον τὰς ἐπιφυλάξεις, αἱτινες διεπυπώθησαν ἐπὶ ὡρισμένων διατάξεων. Τὰ δύο ταῦτα Πρωτόκολλα ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας.

Τὸ κείμενον τῆς κυρουμένης γενικῆς συμφωνίας ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ 'Ελληνικῇ μεταφράσει ἔχει οὕτω:

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE
COMITE DES TRANSPORTS INTERIEURS

Accord Général Portant Réglementation Economique des Transports Routiers Internationaux.

L'Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux, dont le texte, reproduit ci-après, a été adopté par le Sous-Comité des transports routiers au cours de sa onzième session (spéciale), a été signé à Genève le 17 mars 1954 par les représentants de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord, de la Suède, de la Suisse et de la Yougoslavie. Ont été signés à la même date un Protocole additionnel relatif à l'application de l'Accord général en ce qui concerne les Zones occidentales d'Allemagne et un Protocole de signature contenant les réserves faites sur certaines dispositions de l'Accord. Ces deux Protocoles font partie intégrante de l'Accord.

Les soussignés, dûment autorisés.

Désireux de favoriser le développement et l'amélioration des transports internationaux de voyageurs et de marchandises par route en Europe, dans toute la mesure exigée par les nécessités économiques et sociales et par une saine coordination des différents modes de transport, compte tenu des besoins des usagers.

Conscients qu'il est nécessaire à cet effet d'établir une réglementation des transports internationaux par route, premier pas vers l'instauration d'un regime rationnel des transports internationaux routiers en Europe.

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

1. Le présent Accord général s'applique aux transports routiers internationaux énumérés ci-après:

A. Transports de voyageurs.

1. Est considéré comme transport international de voyageurs tout transport exécuté au moyen de véhicules affectés au transport de personnes et comprenant, outre le siège du conducteur, plus de 8 places assises, à condition que le parcours comporte au moins le passage d'une frontière entre deux pays.

2. Les services assurant de tels transports peuvent être réguliers ou occasionnels. Ils peuvent, d'autre part, être de nature particulière, tels que les services touristiques, les services de navette, les services comportant un parcours en transit. Les définitions des differentes catégories de transports internationaux de voyageurs feront l'objet de l'annexe 1.

3. Le transport est dit frontalier entre deux pays lorsque le point de départ et le point d'arrivée de l'itinéraire sont situés, respectivement, dans les zones contigues à la frontière commune et définies, aux fins d'application du présent Accord, comme zones frontalières par les deux pays considérés.

B. Transports de marchandises.

1. Le transport international de marchandises est le transport exécuté au moyen d'un véhicule affacté aux transport de marchandises, le point de départ et la destination étant situés dans deux pays différents.

2. Le transport est dit en transit,par rapport à un pays déterminé, lorsqu'il s'effectue au moyen d'un même véhicule à travers le territoire du pays considéré et qu'il est exécuté par une même entreprise du lieu d'expédition au lieu de destination des marchandises et sans transbordement aux frontières dudit pays.

3. Le transport est dit frontalier entre deux pays lorsque le lieu d'expédition et le lieu de destination des marchandises sont, situés, respectivement, dans les zones contiguës à la frontière commune et définies, aux fins d'application du présent Accord, comme zones frontalières par les deux pays considérés.

II. Pour l'application du présent Accord, il faut entendre :

a) par marchandises, tous biens et changements de toute nature;

a) par marchandises, tous biens et chargements de toute nature;

b) par véhicules, les automobiles, les véhicules articulés, les remorques et les semi-remorques, tels qu'ils sont définis par l'article 4 de la Convention sur la circulation routière, en date du 19 septembre 1949.

Article 2

1. Chacune des Parties Contractantes ne permettra d'effectuer des transports routiers internationaux qu' aux entreprises remplissant les conditions stipulées au Cahier des charges annexé au présent Accord et aux annexes qui, ensemble, font partie intégrante de l'Accord et ayant obtenu des autorités compétentes du pays d'immatriculation l'autorisation de les effectuer, sous réserve de l'application des accords mentionnés à l'article 5.

2. Aucune des Parties Contractantes n'exigera des entreprises des autres Parties Contractantes qu'elles observent, lors d'un transport international, outre les dispositions pertinentes du Cahier des charges et de ses annexes, des conventions et règlements internationaux, ainsi que des accords relatifs aux transports internationaux conclus entre les gouvernements ou entre les organisations compétentes et entérinés par leurs Gouvernements—les réglementations nationales du pays parcouru, sur les points couverts par le Cahier des charges, où ces réglementations seraient plus exigeantes.

Article 3.

Toute entreprise engagée dans un transport routier international devra, à toute réquisition, pouvoir justifier du fait qu'elle remplit, ainsi que le vehicule utilisé, les conditions stipulées au Cahier des charges et qu'elle est dûment autorisée à effectuer ce transport international.

Article 4.

1. Les documents, delivrés par les autorités compétentes de chacune des Parties Contractantes en vue de certifier que les entreprises dont le siège social se trouve sur leur territoire ou les véhicules immatriculés dans leur pays remplissent les conditions stipulées au Cahier des charges, seront reconnus valables par toutes les autres Parties Contractantes. Les autorités compétentes qui auront delivré ces documents auront la charge de verifier que les circonstances qui ont justifié leur délivrance subsistent.

2. Les Parties Contractantes se communiqueront mutuellement les critères pratiques adoptés par chacune d'elles tant pour le choix des entreprises que pour la détermination des véhicules qui remplissent les conditions du Cahier des charges. Elles négocieront un accord sur l'uniformisation de ces critères ainsi que des documents mentionnés au présent article, accord qui fera l'objet de l'annexe II.

Tant qu'il n'aura pas été possible de conclure un accord sur le principe et la procédure d'autorisation des transports routiers internationaux, les Parties Contractantes rechercheront, par voie d'accords particuliers bi-ou multilatéraux, un régime simplifié des autorisations nécessaires pour permettre d'effectuer des transports internationaux sur leur territoire.

Article 6

1. Les Parties Contractantes se communiqueront mutuellement les mesures qu'elles auront prises pour

assurer l'application des dispositions des articles 8 et 17 du Cahier des charges relatives aux sanctions et notifieront aux autres Parties Contractantes intéressées les meures prises à l'égard d'entreprises qui n'auraient pas, dans des cas concrets, respecté les clauses dudit Cahier des charges.

2. Sur la demande d'une autre Partie Contractante, chaque Partie Contractante prendra, dans le cadre de sa législation nationale, les mesures appropriées, conformément au Cahier des charges, à l'égard des entreprises soumises à sa juridiction qui seraient convaincues de n'avoir pas respecté les clauses dudit Cahier des charges.

Article 7

Sous les garanties et conditions qu'elle déterminera, chaque Partie Contractante, pourra habiliter une ou des organisations nationales à remplir, sous le contrôle des autorités compétentes, les missions nécessaires à l'application du présent Accord, et notamment à—

a) procéder à la visite technique des vehicules et proposer aux autorités compétentes la délivrance des documents certifiant que les vehicules remplissent les conditions du Cahier des charges ou les delivrer elles-mêmes;

b) rassembler des renseignements et des données statistiques sur l'activité des entreprises de transport international;

c) veiller à ce que l'entreprise admise au transport international respecte en fait les dispositions du Cahier des charges ;

d) procéder à des enquêtes sur les entreprises demandant à être admises au transport international et proposer aux autorités compétentes la délivrance des documents certifiant que les entreprises en question remplissent les conditions du Cahier des charges;

e) délivrer les documents certifiant que les entreprises en question remplissent les conditions duCahier des charges;

f) faire des propositions en vue de la délivrance des autorisations de transport ou délivrer de telles autorisations.

Article 8

1. Les pays participant aux travaux de la oommission économique pour l'Europe et ceux auxquels la Commission reconnaitra, par une résolution ce droit, peuvent devenir Parties Contractantes—

a) en signant le présent Accord général,

b) en le ratifiant, après l'svoir signé sous reserve de ratification,

c) en y adhérant,

2. L'Accord sera ouvert, à la date de ce jour, à la signature et, apres cette date, à l'adhésion.

3. La ra'ification ou l' adhesion sera effectuée par le depôt d' un instrument auprès du Secretaire général de l' Organisation des Nations Unies.

Article 9

1. Tout amendement au présent Accord, au Cahier des charges ou à l'une de leurs annexes, proposé par une Partie Contractante, sera déposé auprès du Secrétaire général qui en communiquera le texte à toutes les Parties Contractantes auxquelles il demandera en même temps de lui faire connaître dans les quatre mois.

a) si elles acceptent l'amendement proposé;

b) si elles rejettent l'amendement proposé; ou

c) si elles désirent qu'une réunion soit convoquée pour étudier l'amendement proposé.

L'amendement proposé devra également être transmis par le Secrétaire général à tous les pays, autres que les Parties Contractantes, mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8.

2. Dans le cas où l'amendement porte sur l'Accord général ou sur le Cahier des charges et si toutes les Parties Contractantes informent le Secrétaire général qu'elles l'acceptent sans qu'une reunion soit convoquée, notification de leur décision sera adressée par le Secrétaire général à tous les pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8. L'amendement prendra effet à l'égard de toutes les Parties Contractantes dans un delai de trois mois à dater de la notification du Secrétaire général.

3. Dans le cas où l'amendement porte sur une annexe et si, pendant le délai de quatre mois, aucune des Parties Contractantes n'informe le Secrétaire général qu'elle rejette l'amendement proposé ou qu'elle désire qu'une réunion soit convoquée pour l'étudier, l'amendement sera considéré comme étant accepté. Le Secrétaire général notifiera, s'il y a lieu, aux pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8, l'acceptation de l'amendement à l'expiration du délai de quatre mois. Le Secrétaire général fixera la date de l'entrée en vigueur de l'amendement accepté et la notifiera aux pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8.

4. Si, à l'expiration de la période de quatre mois, la convocation d'une reunion des Parties Contractantes en vue d'étudier l'amendement proposé est demandée par un tiers au moins des pays qui seront à ce moment Parties Contractantes, le Secrétaire général convoquera une telle réunion. Le Secrétaire général invitera également à cette réunion tous les pays, autres que les Parties Contractantes, mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8.

5. Tout amendement au présent Accord, au Cahier des charges ou à l'une des annexes, adopté par la majorité des Parties Contractantes au cours de la réunion mentionnée au paragraphe précédent, sera communiqué par le Secrétaire général à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8.

6. Tout amendement au présent Accord ou au Cahier des charges, adopté et communiqué dans les conditions prévues au paragraphe 5 du présent article, deviendra effectif trois mois après que toutes les Parties Contractantes auront notifié au Secrétaire général qu'elles l'acceptent. Le Secrétaire général communiquera aux autres Parties Contractantes ainsi qu'aux autres pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8 lesdites notifications au fur et à mesure de leur réception, ainsi que, le cas échéant, la date de l'entrée en vigueur de l'amendement.

7. Les amendements aux annexes, adoptés et communiqués dans les conditions prévues au paragraphe 5 du présent article, seront considérés comme étant acceptés si, dans le délai de quatre mois calculé du jour de la communication prévue audit paragraphe, aucune des Parties Contractantes n'a informé le Secrétaire général de son opposition.

Le Secrétaire général notifiera auxpays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8 les opposition au fur et à mesure de leur réception, ainsi que l'acceptation ou le rejet de l'amendement à l'expiration du délai de quatre mois. Le Secrétaire général fixera la date de l'entrée en vigueur de l'amendement accepté et la notifiera aux pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8

8. La procédure decrite ci-dessus s'appliquera à l'élaboration et à l'entrée en vigueur de nouvelles annexes si, après l'entrée en vigueur de l'Accord, l'une des Parties Contractantes propose que l'Accord ou le Cahier des charges soient complétés sur une ou plusieurs des matières pour lesquelles des annexes sont prévues.

Article 10

1. Le présent Accord entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mention-

nés au paragraphe 1 de l'article 8 l'auront signé sans reserve de ratification, l'auront ratifié ou y auront adhéré.

2. Pour chaque pays qui le ratifiera ou y adhérera après cette date, le présent Accord entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

3. Le présent Accord prendra fin si, à un moment quelconque, le nombre des Parties Contractantes est inférieur à cinq.

Article 11

Le présent Accord pourra être denoncé par toute Partie contractante au moyen d'un préavis de six mois donné au Secrétaire général, A l'expiration de ce delai de six mois, l'Accord cessera d'être en vigueur pour la Partie Contractante qui l'aura dénoncé.

Article 12

1. L'original du présent Accord sera deposé auprès du Secretaire général qui en transmettra une copie certifiée conforme à chacun des pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8.

2. Outre les notifications prévues à l'article 9, le Secrétaire général notifiera aux pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 8—

a) les ratifications et adhésions en vertu de l'article 8,

b) les dénonciations en vertu de l'article 11,

c) la date à laquelle l'Accord entrera en vigueur ou prendra fin, conformément aux dispositions de l'article 10.

Fait à Genève en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, le dix-sept mars mil neuf cent cinquante-quatre.

Pour la Belgique
Sous réserve de ratification
Le roy
Pour le Danemark
Sous réserve de ratification
Sven Acker
Pour la France
G. Clauzel
Pour la Grèce
Sous réserve de ratification
Hadji Vassiliou
Pour l'Italie
Sous réserve de ratification
Notarangeli
Pour le Luxembourg
Sous réserve de ratification
R. Logelin
Pour les Pays-Bas
Sous réserves de ratification
K. Vonk
Pour la Suède
Sous réserve de ratification
Gösta Hall
Pour la Suisse
Sous réserve de ratification
B. Tapernoux
Pour le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord
Subject to ratification
Reading
Pour la Yougoslavie
Sous réserve de ratification
B. Crnobrnja

Cahier des charges

I. Dispositions générales

Article premier

1. Le présent Cahier des charges est applicable à tous les transports internationaux de voyageurs et de marchandises par route énumérés à l'article premier de l'Accord général.

2. Toutefois, le Cahier des charges ne s'appliquera pas, en tout ou en partie, aux transports frontaliers si les gouvernements intéressés en conviennent ainsi.

Article 2

Les dispositions complémentaires au présent Cahier des charges et les conditions applicables à certains transports font l'objet des annexés énumérées ci-après:

Annexe A—conditions d'emploi du personnel;

Annexe B—transports de voyageurs;

Annexe C—transports spécialisés de marchandises;

Annexe D—contrats de transport, lettre de voiture et responsabilité du transporteur;

Annexe E—assurances;

Annexe F—tarifs de transport;

Annexe G—documents de contrôle pour le transport des voyageurs;

Annexe H—documents de contrôle pour le transport des marchandises;

Annexe J—transports de voyageurs autres que ceux pour compte d'autrui.

II. Dispositions applicables aux transports pour compte d'autrui

Article 3

1. Ne pourront être autorisées à effectuer des transports internationaux pour compte d'autrui que les entreprises reconnues par les autorités compétentes du pays sur le territoire duquel elles ont leur siège social comme remplissant les conditions de ce Cahier des charges. Cette reconnaissance sera attestée sur un document délivré par lesdites autorités.

5. Aucun véhicule ne doit être chargé de façon à dépasser la charge maximum au sens de la Convention de 1949 sur la circulation routiere, c'est-à-dire le poids du chargement déclaré admissible par l'autorité compétente du pays d'imnatriculation. Le poids maximum autorisé, au sens de ladite Convention, et le poids à vide, ainsi que la charge maximum ou le nombre maximum de voyageurs, doivent être indiquées à l'extérieur du véhicule.

Article 5

L'entreprise doit employer des conducteurs sérieux et dignes de confiance, possédant une expérience suffisante et les qualifications indispensables pour l'exécution des services demandés.

Article 6

1. L'entreprise doit jouir constamment d'une réputation et posséder une compétence technique, commerciale et professionnelle qui lui permettre d'effectuer d'une façon satisfaisante des transports internationaux.

2. L'entreprise a l'obligation d'enregistrer toutes ses opérations de transports internationaux et de conserver les documents relatifs à ces opérations pendant deux ans au moins à la disposition de l'autorité compétente du pays d'immatriculation ou de l'organisation professionnelle agréée par cette autorité.

3. Les transports de voyageurs feront l'objet d'un document déterminé à l'annexe G. Ce document doit se trouver à bord du véhicule et être présenté en cours de route, sur leur demande, aux agents charges du contrôle.

4. Pour les transports de marchandises, une copie de la lettre de voiture déterminée à l'annexe D ou un document comprenant au moins les enonciations figurant l'annexe H, doit se trouver à bord du véhicule et être présenté en cours de route, sur leur demande, aux agents chargés du contrôle. La numérotation des énonciations de ce document sera celle de la lettre de voiture.

5. Dès l'accomplissement du transport, l'entreprise sera tenue, si la demande lui en est adressée, d'envoyer les documents mentionnés aux paragraphes 3

et 4 ci-dessus à l'autorité compétente du pays d'immatriculation ou à l'organisation professionnelle agréée par cette autorité.

Article 7

La reconnaissance du fait que l'entreprise remplit les conditions stipulées au présent Cahier des charges lui sera strictement personnelle. Elle ne pourra notamment faire l'objet d'aucune cession. En cas de decès du transporteur, les autorités compétentes prendront les imesures appropriées à chaque cas d'espèce.

Article 8

Indépendamment des sanctions qui pourront être infligées en application des législations nationales pour -infraction aux dispositions soit de ces législations, soit du présent Cahier des charges, l'une des mesures suivantes peut être appliquée par les autorités compétentes :

a) avertissement simple;

b) avertissement annonçant qu'en cas de recidive, il y aura lieu d'appliquer l'alinéa c);

c) retrait, à titre temporaire ou définitif, de l'un et l'autre des documents certifiant que l'entreprise ou le véhicule utilisé remplissent les conditions stipulées au Cahier des charges et, le cas échéant, du document certifiant que l'entreprise est dûment autorisée à effectuer un ou des transports internationaux ou de l'un de ces documents seulement.

III. Dispositions particulières aux transports de voyageurs pour compte d'autrui

Article 9

1. Les véhicules affectés aux transports internationaux de voyageurs seront aménagés d'une manière appropriée, compte tenu du service auquel ils sont affectés. Leurs aménagements doivent repondre aux spécifications définies à l'annexe B qui pourra prévoir différentes catégories de véhicules correspondant chacune à un tarif de transport approprié.

2. La disposition qui précède ne met pas obstacle à l'utilisation de véhicules répondant à des spécifications complémentaires de celles qui figurent à l'annexe B et auxquelles correspondent des tarifs de transport appropriés.

3. La catégorie à laquelle appartient le véhicule, qu'elle resulte de l'application du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 ci-dessus, sera mentionnée sur le document mentionné au paragraphe 2 de l'article 4 et sera portée à la connaissance des voyageurs de façon claire et évidente.

4. Le nombre des voyageurs à admettre dans un véhicule effectuant un service touristique ne despassera en aucun cas le nombre des places assises que comporte le véhicule. -Cette disposition peut être étendue aux véhicules effectuant d'autres services par accord entre les pays intéressés.

5. Sauf stipulations contraires prévues par voie d'accord entre les pays intéressés, l'usage de remorques transportant des voyageurs sera interdit. La semi-remorque pourra être utilisée à moins que la loi de l'un des Pays parcourus ne s'y oppose.

6. Toute publicité commerciale étrangère à l'activité directe du transporteur sera interdite à l'extérieur du véhicule.

Article 10

La délivrance d'un billet individuel ou collectif, suivant le cas, sera exigée.

IV. Dispositions applicables aux transports de marchandises pour compte propre.

Article 11

1. Pour l'application des dispositions du Cahier des charges, un transport de marchandises est dit pour compte propre lorsqu'il est effectué par une personne physique ou morale,

a) pour ses propres besoins et pour le déplacement

i) soit de marchandises lui appartenant,

ii) soit de marchandises ne lui appartenant pas, mais qu'elle a vendues, achetées, prêtées, empruntées, données ou prises en location, produites, transformées ou reparées, à condition que le transport ne constitue qu'une opération accessoire;

b) avec des véhicules lui appartenant ou achetés à temperament et conduits par un membre de son personnel.

Les opérations mentionnées au présent paragraphe ne peuvent en aucun cas être considérées comme transports rémunérés.

2. Des accords bi — ou multilatéraux peuvent prévoir, dans des conditions que ces accords détermineront, l'emploi de véhicules pris en location, conduits par le personnel du preneur ou du donneur en locations.

Article 12.

Il est interdit au transporteur pour compte propre d'effectuer un transport pour des tiers, à quelque titre que ce soit.

Article 13.

1. Les transporteurs pour compte propre doivent, lors d'un transport international, se conformer aux dispositions pertinentes du présent Cahier des charges et des annexes énumérées à l'article 2 ci — dessus, des conventions et règlements internationaux, ainsi que des accords relatifs aux transports internationaux conclus entre les gouvernements ou entre les organisations compétentes et entérinés par leurs gouvernements. Chaque entreprise devra posséder un exemplaire du Cahier des charges et de ses annexes et en avoir pris connaissance.

2. Ces transporteurs sont tenus d'acquitter les droits et taxes que comporteraient l'établissement et la délivrance des documents qui pourraient être exiger pour effectuer des transports Internationaux.

Article 14.

1. Les véhicules devront être adaptés aux trensports à effectuer et tenus dans un parfait état d'entretien général. En particulier, les véhicules qui sont affectés à des transports spécialisés de marchandises doivent remplir les conditions techniques qui sont ou seront fixées à l'annexe C au présent Cahier des charges.

2. Aucun véhicule ne sera affecté aux transports internationaux s'il n'a été reconnu par l'autorité compétente du pays d'immatriculation comme remplissant les conditions du Cthier des charges, Un document attestant cette reconnaissance sera conservé à bord du véhicule.

3. Les véhicules seront présentés à l'inspection technique de l'autorité compétente du pays d'immatriculation au moins une fois par an et chaque fois que ladite autorité le requerra. L'autorité compétente inscrira sur le document mentionné au paragraphe 2 ci-dessus la date d'inscription et la date à laquelle prendra fin la validité de cette inspection.

4. Les véhicules ne seront pas soumis à l'inspection technique dans les pays autres que le pays d'immatriculation, réserve faite de cas spéciaux, tels que, par exemple le cas où les véhicules se trouveraient impliqués dans un accident.

5. Aucun véhicule ne doit être chargé de façon à dépasser la charge maximum au sens de la Convention de 1947 sur la circulation, routière, c'est-à-dire le poids du chargement déclaré admissible par l'autorité compétente du pays d'immatriculation. Le poids maximum autorisé au sens de ladite Convention, le poids à vide et la charge maximum doivent être indiqués à l'extérieur du véhicule.

Article 15

Les transporteurs pour compte propre doivent employer des conducteurs sérieux, dignes de confiance et possédant une expérience suffisante.

Article 16

1. Les transporteurs pour compte propre ont l'obligation d'enregistrer toutes leurs opérations de transports internationaux et de conserver les documents relatifs à ces opérations pendant deux ans au moins à la disposition de l'autorité compétente du pays d'immatriculation ou de l'organisation agréée par cette autorité.

2. Tout transport de marchandises fera l'objet d'un bordereau qui comprendra au moins les énonciations figurant à l'annexe H, Ce bordereau doit se trouve à bord du véhicule et être présenté au cours de route, sur leur demande, aux agents chargés du contrôle. La numérotation des énonciations de ce documents sera celle de ladite annexe.

3. Dès l'accomplissement du transport, le transporteur pour compte propre sera tenu, si la demande lui en est adressée, d'envoyer le document mentionné au paragraphe 2 ci-dessus à l'autorité compétente du pays d'immatriculation ou à l'organisation agréée par cette autorité.

Article 17

Indépendamment des sanctions qui pourront être infligées en application des législations nationales pour infraction aux dispositions soit de ces législations, soit du présent Cahier des charges, une des mesures suivantes peut être appliquée par les autorités compétentes:

a) avertissement simple;

b) avertissement annonçant qu'en cas de recidive il y aura lieu d'appliquer l'alinéa c);

c) retrait, à titre temporaire ou définitif, du document certifiant que le véhicule utilisé remplit les conditions stipulées au Cahier des charges et, le cas échéant du document certifiant que l'entreprise est dûment autorisée à effectuer un ou des transports internationaux ou de l'un des documents seulement.

V. Dispositions applicables aux transports de voyageurs autres que ceux qui sont mentionnés au titre III

Article 18

La définition et la réglementation des transports de voyageurs autres que ceux qui sont mentionnés au titre III feront, dans la mesure où cela serait nécessaire, l'objet de l'annexe J au présent Cahier des charges.

Annexe A

CONDITIONS D'EMPLOI DU PERSONNEL DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS INTERNATIONAUX

Age minimum

1. Aucune entreprise ne confiera la conduite d'un vehicule à une personne âgée de moins de 21 ans.

Certificat d'aptitude physique

2. Aucune entreprises ne confiera la conduite d'un vehicule à une personne non titulaire d'un certificat médical attestnant qu'elle possède les aptitudes physiques nécessaires. Ce certificat doit être signe par un medecin agreé par l'autorité nationale compétente.

3. Aucune etnreprise n'admettra qu'une personne continue de conduire un véhicule, à moins que cette personne n'ait subi un nouvel examen médical, qui sera répété à des intervalles ne dépassant pas cinq années, et qu'il ne lui ait été délivré, après chaque examen, un certificat confirmant son aptitude physique.

Durée du travail et heures supplémentaires

4. La durée du travail, le régime des heures supplémentaires et les taux de majoration à appliquer pour la remunération de celles-ci ne seront pas moins favorables que ceux qui sont fixés conformément à la législation nationale, aux séntences arbitrales ou aux conventions collectives en vigueur pour le même genre de travail dans la region du pays du travailleur, où celui-ci est normalement employé, sous la réserve que la durée normale du travail ne dépassera pas 48 heures par semaine en moyenne.

Repos quotidien

5. Tout conducteur doit bénéficier d'au moins dix heures consecutives de repos au cours de toute periode de 24 heures comptées à partir du commencement de la journée de travail.

6. La période de repos mentionnée au paragraphe 5 ci-dessus peut être réduite à huit heures consécutives :

a) soit une seule fois par période de sept jours:

b) soit qu'il y a deux conducteurs à bord du vehicule et si celui — ci est aménagé de façon à permettre à l'un des conducteurs un repos en position allongée.

7. Pendant les périodes de repos spécifiées aux paragraphes 5 et 6 ci — dessus, le conducteur sera libéré de tout service et ne sera pas tenu de rester sur le véhicule ou près de celui — ci, étant entendu qu'il aura préalablement pris toutes précautions utiles pour assurer la securité du véhicule et de son chargement.

Durée maximum de conduite.

8. Aucune personne ne doit conduire un véhicule pendant une periode continue de plus de cinq heures. La période de conduite sera tenue pour continue à moins qu'il n'y ait une interruption continue d'au moins 30 minutes.

9. Le total des heures de conduite ne doit pas dépasser neuf heures par conducteur au cours de toutes période de 24 heures. Dans le cas où l'éxecution du service entraînerait une durée de conduite supérieure, un second conducteur devrait être prévu pour relayer le premier.

Cas exceptionnels.

10. A condition qu'il ne soit pas porté atteinte à la sécurité routière, les durées de repos indiquées aux paragraphes 5 et 6 ci — dessus peuvent être et les périodes de conduite indiquées aux paragraphes 8 et 9 ci — dessus peuvent être prolongées en cas de force majeure, de retard imprévu rencontré en cours de route et d'évenements fortuits, dans la mesure necessaire pour assurer la securité du véhicule, de ses passagers ou de son chargement et pour permettre au conducteur d'atteindre un point d'arrêt approprié ou, si les circonstances le permettent, le terme de son voyage. Les horaires doivent toutefois être établis de manière qu'il n'y ait pas normalement lieu de se prévaloir de cette disposition.

Repos hebdomadaire

11. Tout conducteur doit avoir, dans l'année civile, 52 jours de repos si possible à raison d'un jour de repos par semaine. Ce repos hebdomadaire doit pouvoir être pris, en règle générale, au lieu de résidence du conducteur. Le repos hebdomadaire doit être de 24 heures consécutives et, en règle générale, être précédé immédiatement par la période de repos qoutidien. Il doit être accordé, autant que faire se peut, le dimanche ou un jour férié.

Jours fériés

12. Tout conducteur a droit chaque année, en plus des jours de repos hebdomadaires, à un nombre de jours de repos payés égal au nombre de jours fériés payés reconnus dans le pays d'immatriculation du véhicule.

Salaires

13. Les salaires, y compris les allocations, ne seront pas moins favorables que ceux qui sont fixes conformément aux dispositions de la législation nationale des sentences arbitrales ou des conventions collectives pour le même genre de travail dans la région du pays du travailleur, où celui-ci est normalement employé.

Remorques

14. Tout automobile ou vehiculé, articulé, au sens de la Convention de 1949 sur la circulation routière, accompagné d'une remorque dont le poids maximum autorisé dépasse 2,5 tonnes devra obligatoirement avoir

à bord soit deux conducteurs, soit un conducteur et un convoyeur. Un ensemble de véhicules couplés, composé d'un tracteur non porteur et d'une remorque dont le poids maximum autorisé n'excède pas 10 tonnes, ne devra pas obligatoirement avoir à son bord plus d'un conducteur.

Maladies et accidents du travail

15. Lorsqu'un conducteur se trouve hors de son pays de residence pour raison de service, son employeur est responsable du paiement.

a) de tous soins médicaux dont peut avoir effectivement besoin le conducteur, dans la mesure où ces préstations ne lui sont pas attribuées en vertu d'un système obligatoire d'assurance – maladie ou d'assurance–accidents du travail ;

b) de toute autre prestation à laquelle le droit aurait été ouvert par la législation nationale applicable dnas le cas où l'éventualité se serait rèalisée sur le territoire du pays de residence du conducteur.

16. Lorsqu'un conducteur se trouve hors de son pays de résidence pour raison de service et qu'il est victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie constatée par certificat médical, il a droit, aux frais de son employeur—

a) au logement et à la nourriture jusqu'à sa guérison ou jusqu'à ce que son état de santé lui permette de retourner au lieu de sa résidence, et

b) au voyage de retour au lieu de sa résidence,

dans la mesure où des prestations équivalentes ne lui sont pas attribuées en vertu d'une législation nationale ou d'un accord international.

17. La responsabilité de l'employeur pour le paiement des prestations prévues au paragraphe 16, alinéa a) pourra être limitée à six mois dans les cas où il est établi que la maladie du conducteur résulte d'un état antérieur et que'elle se serait déclarée même si le conducteur n'avait pas quitté le pays de sa résidence.

Boîte de secours

18. Une boîte de secours d'urgence d'un type agréé par les autorités compétentes du pays d'immatriculation doit se trouver à bord de tout véhicule.

Indemnités de subsistance

19. Le conducteur recevra, pendant ses déplacements en service hors du pays de sa résidence, une indemnité de subsistance qui ne sera pas inférieure à celle prevue par les conventions collectives en vigueur dans la région du pays du travailleur, ou celui-ci est normalement employé. Si la Convention collective ne prévoit pas le cas de déplacement à l'étranger ou s'il n'existe pas de convention collective, le conducteur recevra une indemnité de subsistance suffisante pour lui permettre de couvrir le coût de trois repas par jour et du logement.

Retour au lieu de résidence

20. Lorsque le voyage se trouve interrompu pour une cause independante de la volonté du conducteur et qu'il lui est impossible de regagner, avec le véhicule qu'il conduit, le lieu de sa résidence, ce conducteur a droit au voyage de retour aux frais de son employeur. Le voyage de retour doit se faire conformément aux instructions de l'employeur.

Contrôle de l'application des dispositions de la présente annexe

21. Tout conducteur établira, dans un livret individuel, pour chaque opération de transport, un relevé de ses heures de travail, de ses périodes de conduite et de celles de repos et devra présenter ce relevé au cours du voyage sur la demande de l'autorité compétente. L'opération de transport terminée, une copie du relevé sera remise à l'employeur.

22. Tout employeur doit conserver, pendant une période de douze mois au moins, les relevés de tous les documents relatifs aux questions traitées dans la présente annexe et qui peuvent être requis par l'autorité compétente pour assurer le respect des dispositions de ladite annexe.

Conducteurs propriétaires

23. Les dispositions de la présente annexe, à l'exception des paragraphes 4, 7, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 19 et 20 s'appliquent aux conducteurs propriétaires conduisant leurs propres véhicules.

Convoyeurs

24. Les dispositions de la présente annexe, à l'exception des paragraphe 1, 2, 3, 8, 9 et 21, s'appliquent aux convoyeurs et à tous autres membres de l'équipage qui prennent une part effective aux opérations de trans port.

Clauses de sauvegarde

25. Aucune disposition de cette annexe ne doit être considéré comme portant atteinte à une législation, à une sentence arbitrale, à une convention collective ou à une coutume qui assure aux travailleurs intéressés des conditions plus favorables que celles prévues par ladite annexe.

Annexe B. 1

TRANSPORTS DE VOYAGEURS
CONDITIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX VEHICULES

1. Tout véhicule affecté à un transport international de voyageurs doit presenter des conditions de confort et de securité satisfaisantes.

2. Le véhicule doit être construit et équipé de façon à ne pas présenter une gêne pour la circulation par sa vitesse insuffisante, en particulier dans les régions accidentées.

3. Les dispositifs doivent être prévus pour protéger, s'il y a lieu, les voyageurs contre les rayons solaires.

4. Les véhicules devront pouvoir être clos et couverts. Ils seront chauffés par un procédé offrant toutes garanties de salubrite lorsque la température extérieure l'exigera. Ils devront être pourvus d'un système d'aération convenable.

5. L'éclairage intérieur doit être assuré de manière convenable.

6. La place réservée à chaque siège doit permettre d'offrir un confort suffisant aux personnes transportées.

7. Des emplacements suffisants parfaitement protégés contre intempéries seront reservés aux bagages.

8. Les véhicules doivent être équipés d'un extincteur en bon état de marche.

9. En plus de la porte d'accès normal, ils doivent être munis d'au moins une issue de secours amenagée dans une paroi autre que celle où se trouve ladite porte.

10. Les véhicules assurant des liaisons regulières doivent porter sur les parois latérales exterieures et en caractère d'au moins 10 cm. de hauteur l'indication des points de départ et d'arrivée et d'au moins une localité intermédiaire.

Annexe D. 1

LETTRE DE VOITURE

Article 1.

1 Le transporteur doit veiller à l'établissement d'une lettre de voiture.

2. La lettre de voiture doit être établie en trois exemplaires. Le premier est remis à l'expéditeur, le deuxième accompagne la marchandise et le troisième est retenu par le transporteur. Des copies de la lettre de voiture peuvent être etablies à la convenance de l' expéditeur ou du transporteur.

Article 2.

1. La lettre de voiture doit contenir les indications suivantes:

1) le lieu et la date de l'établissement de la lettre de voiture;

2) le nom et l'adresse de l'expéditeur;

3) le nom et l'adresse de transporteur;

4) le point où la marchandise est prise en charge et celui prévu pour la livraison;

5) le nom et l'adresse du destinataire ou autre réceptionnaire;

6) la désignation de la marchandise et le mode d' emballage;

7) le nombre des colis, leurs marques particulieres et leurs numéros;

8) le poids brut ou la quantite autrement exprimée de la marchandise;

9) le prix de transport et autres frais;

10) les instructions requises pour les formalités de douane et autres;

11) l'indication que le transport est soumis, nonobstant toute clause contraire, aux dispositions des annexes D du Cahier des charges de l'Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux.

2. Le cas échéant, la lettre de voiture doit contenir les indications suivantes;

12) l'interdiction de tout transbordement;

13) les frais que l'expéditeur prendrait à sa charge;

14) le montant du remboursement pouvant grever a marchandise;

15) la déclaration de la valeur de la marchandise et celle de l'intérêt spécial à la livraison;

16) les instructions de l'expéditeur au transporteur en ce qui concerne l'asseurance de la marchandise;

17) le délai convenu dans lequel le transport doit être effectué (*);

18. la liste des documents remis au transporteur pour accompagner le deuxième exemplaire de la lettre de voiture.

3. Les parties peuvent porter sur la lettre de voiture toute autre indication qu'elles jugent utile;

4. Si une copie de la lettre de voiture est utilisée à titre de document de contrôle au sens de l'article 6, paragraphe 4, du Cahier des charges, elle doit contenir en outre, et sans préjudice des relations entre les parties au contrat de transport, les indications suivantes :

19) le type de la carrosserie;

20) la charge maximum (article 4, paragraphe 5, du Cahier des charges);

21) le numéro d'immatriculation du véhicule ou, si ce numéro ne suffit pas pour identifier le véhicule, le numéro du châssis;

22) le kilométrage taxé;

23) le point de départ et la destination du ou des véhicules effectuant un transport international (à remplir seulement dans le cas où le point de départ et (ou) celui de destination différent du point où la marchandise est prise en charge et (ou) de celui qui est prévu pour sa livraison),

24) le ou les points de passage des frontières.

(*) L'absence d'une mention sur ce point vaut mention: »sans délai préfixé».

Annexe E.1

Assurances à contracter par les transporteurs pour compte d'autrui

1. Transports de voyageurs.

a) Le transporteur est tenu de contracter et de conserver en validité une police d'assurance couvrent la responsabilité qu'il peut encourir, aux termes de la législation en vigueur dans les pays parcourus, pour les dommages causes aux personnes transportées, ainsi qu'aux tiers, compte tenu éventuellement des limitations du montant d'assurance qui sont ou seront admises dans les pays en question.

b) L'obligation d'assurer la responsabilité du transporteur pour les dommages causés aux bagages des personnes transportées reste toutefois soumise à la législation nationale des pays parcourus.

2. Transports de marchandises.

a) Le transporteur est tenu de contracter et de conserver en validité une police d'assurance couvrant la responsabilité qu'il peut encourir aux termes de la législation en vigueur dans les pays parcourus, pour les dommages causés aux tiers, compte tenu éventuellement des limitations du montant d'assurance qui sont ou seront admises dans les pays en question.

b) Le transporteur est également tenu de contracter et de conserver en validité une police d'assurance couvrant sa responsabilité pour perte totale, perte partielle et avaries des marchandises transportées.

3. Des entreprises présentant les garanties suffisantes pour couvrir elles-mêmes les risques mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, telles des entreprises publiques, pourront être liberées par les autorités compétentes du pays d'immatriculation de l'obligation de contracter et de conserver en validité les polices d'assurance prévues auxdits paragraphes. Ce pouvoir ne peut, en aucun cas, être délégué à une organisation professionnelle dans les conditions prévues à l'article 7 de l'Accord général. En ce qui concerne les paragraphes 1.a) et 2.a), la présente disposition ne dispense pas les entreprises dont il s'agit de se conformer dans les pays autres que le pays d'immatriculation du véhicule, aux réglementations nationales ou internationales applicables aux entreprises étrangères.

Annexe E.2

Assurances à contracter par les transporteurs de marchandises pour compte propre

1. Le transporteur est tenu de contracter et de conserver en validité une police d'assurance couvrant la responsabilité qu'il peut encourir aux termes de la législation en vigueur dans les pays parcourus, pour les dommages causes aux tiers, compte tenu éventuellement des limitations du montant d'assurance qui sont ou seront admises dans les pays en question.

2. Des entreprises présentant les garanties suffisantes pour couvrir elles-mêmes les risques mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, telles des entreprises publiques, pourront être libérées par les autorités compétentes du pays d'immatriculation de l'obligation de contracter et de conserver en validité la police d'assurance prevue audit paragraphe. Ce pouvoir ne peut, en aucun cas, être délégué à une organisation dans les conditions prévues à l'article 7 de l'Accord général. La présente disposition ne dispense pas les entreprises dont il s'agit de se conformer dans les pays autres que le pays d'immatriculation du véhicule, aux réglementations nationales ou internationales applicables aux entreprises étrangéres.

Annexe H.1

Enonciations devant figurer au document

Accompagnant le transport pour compte d'autrui(*)

1) Le lieu et la date de l'établissement du document;

2) le nom et l'adresse de l'expéditeur;

3) le nom et l'adresse du transporteur;

4) le point où la marchandise est prise en charge et celui prévu pour la livraison;

5) le nom de l'adresse du destinataire ou autre réceptionnaire;

6) la désignation de la marchandise;

(*) La numérotation des énonciations est la même que celle des indications de la lettre de voiture figurant à l'annexe D.1

8) le poids brut ou la quantité autrement exprimée de la marchandise;

9) le prix de transport et autres frais;

19) le type de la carrosserie;

20) la charge maximum (article 4, paragraphe 5, du Cahier des charges);

21) le numéro d'immatriculation du véhicule ou, si ce numéro ne suffit pas pour identifier le véhicule, le numero du châssis;

22) le kilométrage taxé;

23) le point de départ et la destination du ou des véhicules affectuant un transport international (à remplir seulement dans le cas où le point de départ et (ou) celui de destination différent du point où la marchandise est prise en charge et (ou) de celui qui est prévu pour sa livraison);

24) le ou les points de passage des frontières.

Annexe H.2

Enonciations devant figurer au document Accompagnant le transport pour compte propre

1) Le lieu et la date de l'établissement du document;

2) le nom, l'adresse et l'objet de l'entreprise du transporteur;

3) s'il y a lieu, le nom, l'adresse et l'objet de l'entreprise, de la personne ou des personnes autres que le transporteur chez qui la marchandise est prise et (ou) auxquelles elle doit être livrée;

4) le ou les points de chargement;

5) le ou les points de déchargement;

6) la désignation de la marchandise;

7) le poids brut ou la quantité autrement exprimée de la marchandise;

8) le type de la carrosserie;

9) la charge maximum (article 14, paragraphe 5, du Cahier des charges);

10) le numéro d'immatriculation du véhicule ou, si ce numéro ne sufit pas pour identifier le véhicule, le numéro du châssis;

11) le kilométrage;

12) le ou les points de passage des frontières.

Protocole Additionnel

A l'Accord général portant reglémentation Economique des Transports Routiers Internationaux

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

1) Toute Autorité alliée de contrôle dans un territoire occupé de l'Europe qui est en rapport avec la Commission économique pour l'Europe en vertu du paragraphe 10 du mandat de la Commission peut notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que les dispositions de l'Accord Général ou d'une annexe établie postérieurement ont été introduites dans la législation intérieure du territoire en question et qu'elles seront appliquées en conformité avec les dispositions constitutionnelles en vigueur sur ce territoire.

2) Cette notification aura les effets qui suivent :

a) Les dispositions de l'Accord général et de toute annexe établie postérieurement s'appliqueront aux relations entre les Parties Contractantes et les territoires mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus au sujet desquels la notification prévue audit paragraphe aura été faite, après trente jours à compter de la date de réception de cette notification par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies si l'Accord est entré en vigueur à cette date, si non à la date de cette entrée en vigueur.

b) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera les notifications qui lui seront faites, avec la date de leur réception, aux Parties Contractantes ainsi qu'aux territoires au sujet desquels une notification aura été faite conformément à la procédure prévue au paragraphe 1 ci-dessus,

c) Les territoires au sujet desquels une notification aura été faite conformément à ladite procédure auront les mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations vis-à-vis des Parties Contractantes que ces Parties mêmes.

3) Le présent Protocole entrera en vigueur à la date de sa signature et sera considéré comme faisant partie intégrante de l'Accord général à la date d'entrée en vigueur dudit Accord.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, le dix-sept mars mil neuf cent cinquante-quatre

Pour la Belgique
Sous réserve de ratification
Leroy
Pour le Danemark
Sous réserve de ratification
Sven Acker
Pour la France
G. Clauzel
Pour la Grèce
Sous réserve de ratification
Hadji Vassiliou
Pour l'Italie
Sous réserve de ratification
Notarangeli
Pour le Luxembourg
Sous réserve de ratification
R. Logelin
Pour les Pays-Bas
Sous réserve de ratification
K. Vonk
Pour la Suède
Sous réserve de ratification
Gosta Hall
Pour la Suisse
Sous réserve de ratification
B. Tapernoux
Pour le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord
Subject to ratification
Heading
Pour la Yougoslavie
Sous réserve de ratification
B. Crnobrnja

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des précisions qui figurent aux articles premier, 2 et 3 ci-dessous et ont pris acte des réserves formulées à l'article 4.

Article premier.

Sont insérées dans l'Accord général à la date de la signature les annexes A, B. 1, D. 1, E. 1, E. 2, H. 1 et H. 2 au Cahier des charges.

Article 2.

Par dérogation aux dispositions du paragraphe 8 de l'article 9 de l'Accord général, l'annexe C. 1 sera ouverte le premier juillet 1954 à la signature des pays qui, à ce moment, auront signé l'Accord général ou y auront adhéré. Elle fera partie integrante de l'Accord général à l'égard des pays qui l'auront acceptée soit en la signant à la date indiquée ci-dessus, soit en y adhérant ultérieurement, soit encore par une adhésion sans réserve à l'Accord général à une date postérieure au premier juillet 1954.

Article 3.

Aux fins de l'application de l'Accord général, les transports effectués:

a) Entre le Royaume-Uni et la République d'Irlande.

b) Entre le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, ne sont pas considérés comme transports internationaux.

Article 4.

Ad article 2 de l'Accord général et paragraphe 1 de l'annexe A au Cahier des charges.

Le représentant de l'Italie reserve pour son pays le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1 de l'annexe A aux conducteurs de véhieules immatriculés dans les pays non Parties à l'Accord général.

Ad annexe A au Cahier des charges

Au Royaume-Uni, les heures normales de travail, les congés, les jours feriés et les indemnités de subsistance (paragraphe 4, 11, 12, 19 et 24) sont fixés soit par voie de conventions collectives ou par voie d'arbitrage, soit par des organismes indépendants établis par la loi et le Gouvernement ne joue aucun rôle dans leur réglementation. C'est pourquoi le représentant du Royaume-Uni ne saurait garantir que les décisions intervenues en la matière seront conformes aux stipulations détaillées de l'annexe A, étant entendu que les transporteurs en provenance du Royaume-Uni pourront être tenus par la législation des pays Parties à l'Accord général de se conformer aux paragraphes en question de l'annexe A lorsqu'ils parcourent ces pays.

Ad paragraphe 1 de l'annexe A au Cahier des charges.

Compte tenu du Protocole addtionnel à l'Accord général, le droit a été réservé pour les Zones occidentales d'Allemagne d'exiger que les conducteurs de véhicules affectes au transport de personnes visé à l'Accord général aient un âge minimum de 23 ans.

Le représentant de l'Italie a déclaré ne pouvoir accepter cette réserve qu'à condition qu'elle ne porte pas préjudice à l'application d'autres conventions internationales.

Ad paragraphe 4 de l'annexe A au Cahier des charges.

Le représentant de la Suisse réserve pour son pays le droit de ne pas appliquer le paragraphe 4 de l'annexe A sur territoire suisse, en raison des dispositions spéciales relatives aux salaires et à la durée du travail en vigueur en Suisse.

Le représentant de la Turquie réserve pour son pays le droit de ne pas appliquer actuellement, intégralement, les dispositions du paragraphe 4 de l'annexe A sur territoire turc en raison de la législation relative aux salaires et à la durée du travail en vigueur en Turquie.

Ad paragraphe 6 de l'annexe A au Cahier des charges.

Le représentant de la Suède réserve pour son pays le droit de déroger aux dispositions du paragraphe 6 b) de l'annexe A, car les règlements en vigueur en Suède ne permettent pas de réduire à moins de 9 heures la période de repos si ce n'est deux fois par période des sept jours pour chaque conducteur.

Ad paragraphe 8 et 9 de l'annexe A au Cahier de charges.

Le représentant de l'Italie réserve pour son pays le droit de ne pas appliquer les paragraphes 8 et 9 de l'annexe A sur le territoire italien.

Ad paragraphe 12 de l'annexe A au Cahier des charges.

Le représentant de l'Autriche réserve pour son pays le droit d'autoriser les entreprises à employer, sur le territoire autrichien, les conducteurs pendant les jours fériés sans leur accorder de jours de repos de remplacement, à conditions que soient observées les dispositions nationales en vigueur concernant la rétribution du travail de cette sorte.

Ad paragraphe 14 de l'annexe A au Cahier des charges.

Le représentant de l'Italie réserve pour son pays le droit d'exiger un second conducteur dans tous les cas où une automobile est accompagnée d'une remorque, cela sans préjudice de l'application d'autres conventions internationales. Cependant, cette réserve ne vise pas les remorques à deux roues affectées exclusivement au transport des bagages, outils, etc., lorsque les conditions techniques énoncées par les autorités compétentes sont remplies.

Le représentant du Royaume-Uni réserve pour son pays le droit d'exiger lorsqu'il s'agira d'un train routier composé d'un véhicule tracteur non porteur et d'une remorque, que le personnel du train routier comprenne un convoyeur, suivant les conditions prescrites par la législation en vigueur dans le Royaume-Uni.

Ad annexe D au Cahier des charges.

Le représentant du Royaume-Uni fait la réserve suivante:

Les dispositions de l'annexe D ne s'appliqueront pas aux transports à destination ou en provenance du Royaume Uni, étant entendu que :

a) les autres Parties à l'Accord général pourront exiger dans leur législation que les transports en provenance du Royaume-Uni soient organisés conformément à la dite annexe pour la partie du trajet effectuée sur leur territoire;

b) le Gouvernement du Royaume-Uni n'exigera pas le remplacement par un autre document de la lettre de voiture prévue par la dite annexe dans le cas de transports en provenance de l'un de ces pays, qui s'effectueraient dans le Royaume-Uni conformément aux dispositions de la dite annexe.

Le present Protocole aura les mêmes force, valeur et durée que l'Accord général dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également fois, le dix-sept mars mil neuf cent cinquante-quatre.

Pour la BELGIQUE
Sous réserve de ratification
Lerov
Pour le DANEMARK
Sous réserve de ratification
Sven Acker
Pour la FRANCE
G. Clauzel
Pour la GRECE
Sous réserve de ratification
Hadji Vassiliou
Pour l'Italie
Sous réserve de ratification
Notarangeli
Pour le Luxembourg
Sous réserve de ratification
R. Logelin
Pour les Pays-Bas
Sous réserve de ratification
K. Vonk
Pour la Suède
Sous réserve de ratification
Gösta Hall
Pour la Suisse
Sous réserve de ratification
B. Tapernoux
Pour le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord
Subject to ratification
Reading
Pour la Yougoslavie
Sous réserve de ratification
B. Crnobrnja

ΓΕΝΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ
ΕΠΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟΥ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ ΔΙΑ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΟΔΙΚΑΣ ΜΕΤΑΦΟΡΑΣ

Οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι:

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ αὐτῶν ὅπως προαχθῇ ἡ ἐξέλιξις καὶ βελτίωσις τῶν Διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων ἐν Εὐρώπῃ μέχρι τοῦ μεγίστου δυνατοῦ ὁρίου, τὸ ὁποῖον ἀπαιτοῦν αἱ οἰκονομικαὶ καὶ κοινωνικαὶ ἀνάγκαι, καὶ διὰ λελογισμένου συντονισμοῦ τῶν διαφόρων μέσων μεταφορᾶς, λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν ἀναγκῶν τῶν χησιμοποιούντων ταῦτα.

Καὶ ἔχοντες τὴν γνώμην, ὅτι πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον παρίσταται ἀνάγκη ἐφαρμογῆς γενικοῦ κανονισμοῦ διὰ τὰς διεθνεῖς μεταφοράς, ὡς πρώτου βήματος διὰ τὴν δημιουργίαν ἑνὸς ὀρθολογιστικοῦ συστήματος ἐξυπηρετοῦντος τὰς διεθνεῖς ἐν Εὐρώπῃ ὁδικὰς μεταφοράς.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων.

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ παροῦσα Γενικὴ Συμφωνία ἐφαρμόζεται ἐπὶ διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν τῶν ἀναφερομένων κατωτέρω:

Α'. Μεταφοραὶ ἐπιβατῶν :

1. Διεθνὴς ἐπιβατικὴ μεταφορὰ θέλει νοεῖται πᾶσα οἱαδήποτε μεταφορὰ ἐνεργουμένη διὰ ἐπιβατηγοῦ μεταφορικοῦ ὀχήματος διαθέτοντος πλείονας τῶν 8 θέσεων, ἐπὶ πλέον τῆς θέσεως τοῦ ὁδηγοῦ, ἐφ' ὅσον ἡ ἀναληθθεῖσα διαδρομὴ θὰ διέρχεται τοὐλάχιστον διὰ μιᾶς συνοριακῆς γραμμῆς μεταξὺ δύο χωρῶν.

2. Ὑπηρεσίαι παρέχουσαι τοιούτου εἴδους μεταφορὰν δύνανται νὰ εἶναι τακτικαὶ ἢ ἔκτακτοι. Δύνανται νὰ εἶναι ὑπηρεσίαι εἰδικῆς φύσεως, ὡς αἱ τουριστικαὶ ἢ ὑπηρεσίαι μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς καθὼς καὶ ὑπηρεσίαι τῶν ὁποίων μέρος τῆς διαδρομῆς ἔχει διαμετακομιστικὸν χαρακτῆρα (Tranzito).

Ὁ καθορισμὸς τῶν διαφόρων κατηγοριῶν διεθνῶν ὁδικῶν ἐπιβατικῶν μεταφορῶν θέλει ἀναφέρεται εἰς τὸ Προσάρτημα 1.

3. Μεταφορὰ ὀνομάζεται «συνοριακὴ» μεταξὺ δύο χωρῶν, ὅταν τὸ σημεῖον ἐκκινήσεως καὶ τὸ σημεῖον προορισμοῦ εὑρίσκεται ἀντιστοίχως ἐντὸς ζωνῶν παρακειμένων τῶν κοινῶν συνόρων, θὰ καθορίζωνται δὲ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ὡς «συνοριακαὶ» ζῶναι ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

Β'.Ἐμπορευματικαὶ Μεταφοραὶ :

1. Διεθνὴς μεταφορὰ ἐμπορευμάτων εἶναι ἐκείνη, ἥτις διενεργεῖται διὰ φορτηγῶν μεταφορικῶν ὀχημάτων ὅταν τὸ σημεῖον ἀφετηρίας καὶ ὁ προορισμὸς εὑρίσκονται εἰς δύο διαφορετικὰς χώρας.

2. Μεταφορὰ θεωρεῖται ὡς διαμετακομιστικὴ (Trenzito) ἐν σχέσει μὲ ὡρισμένην χώραν, ὅταν αὕτη διενεργεῖται διὰ τοῦ ἰδίου ὀχήματος διὰ μέσου τοῦ ἐδάφους τῆς χώρας ταύτης καὶ ἐκτελεῖται διὰ τῆς ἰδίας ἐπιχειρήσεως ἐκ τοῦ σημείου τῆς ἀποστολῆς πρὸς τὸ σημεῖον τοῦ προορισμοῦ τοῦ ἐμπαρεύματος ἄνευ μεταφορτώσεως εἰς τὰ σύνορα τῆς ἐν λόγῳ χώρας.

3. Μεταφορὰ ὀνομάζεται «συνοριακὴ» μεταξὺ δύο χωρῶν ὅταν τὸ σημεῖον ἀποστολῆς καὶ τὸ σημεῖον προορισμοῦ τῶν ἐμπορευμάτων εὑρίσκονται ἀντιστοίχως ἐπὶ τῶν παραμεθορίων περιοχῶν, καθοριζομένων πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας, ὑπὸ τῶν δύο ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

ΙΙ. Πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας :

α) Ἐμπορεύματα νοοῦνται πάντα τὰ ἀγαθὰ ἢ φορτία παντὸς εἴδους.

β) Ὄχημα νοεῖται αὐτοκίνητον ὄχημα, ἀρθρωτὸν ὄχημα, ρυμουλκούμενον ἢ ἡμι—ρυμουλκούμενον, ὡς καθορίζεται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 τῆς Συμβάσεως ἐπὶ τῆς Ὁδικῆς Κυκλοφορίας ὑπὸ ἡμερομηνίαν 19 Σεπτεμβρίου 1949.

Ἄρθρον 2.

1. Οὐδὲν συμβαλλόμενον μέρος θέλει ἐπιτρέψῃ τὴν ἐκτέλεσιν διεθνῶν μεταφορῶν παρὰ ἐκ μέρους ἐπιχειρήσεων πληρουσῶν τοὺς ὅρους τοὺς περιεχομένους εἰς τὸν προσηρτημένον εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Γενικὸν Κανονισμὸν καὶ εἰς τὰ Προσαρτήματα, ἅτινα ὁμοῦ ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας καὶ ἐφ' ὅσον αἱ Ἐπιχειρήσεις αὗται ἔχουσιν ἐφοδιασθῇ μὲ ἄδειαν πρὸς ἐκτέλεσιν τοιούτων μεταφορῶν ἀπὸ τὴν ἁρμοδίαν Ἀρχὴν τῆς χώρας εἰς ἣν τυγχάνει καταχωρημένον τὸ ὄχημα, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 5 ἀναφερομένων συμφωνιῶν.

2. Οὐδὲν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θέλει ζητήσῃ ἀπὸ ἐπιχειρήσεις ἄλλων Συμβαλλομένων Μερῶν, εἰς περίπτωσιν διεθνοῦς μεταφορᾶς, ὅπως τηρήσωσιν—ἐξαιρέσει τῶν σχετικῶν ὅρων τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν προσαρτημάτων αὐτοῦ, τῶν διεθνῶν συμβάσεων καὶ κανονισμῶν, καθὼς καὶ τῶν συμφωνιῶν τῶν ἀφορωσῶν τὰς διεθνεῖς μεταφοράς, συναφθεισῶν μεταξὺ Κυβερνήσεων ἢ μεταξὺ ἁρμοδίων ὀργανισμῶν ἐξουσιοδοτημένων παρὰ τῶν Κυβερνήσεων τούτων—τοὺς ἐθνικοὺς κανονισμοὺς τῶν εἰς ἃς κυκλοφοροῦσι χωρῶν, ἐπὶ ζητημάτων καλυπτομένων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅπου οἱ κανονισμοὶ οὗτοι εἶναι αὐστηρότεροι.

Ἄρθρον 3.

Οἱαδήποτε ἐπιχείρησις ἀσχολουμένη εἰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς ὀφείλει νὰ εἶναι εἰς θέσιν ν' ἀποδείξῃ, ἐπὶ τῇ αἰτήσει, ὅτι τόσον αὐτὴ ὅσον καὶ τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπ' αὐτῆς ὀχήματα πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορικῆς ἐργασίας πληροῦσι τοὺς τεθέντας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ὅρους, καὶ ὅτι ἡ ἐπιχείρησις ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελέσῃ τὴν ἐν λόγῳ μεταφορικὴν ἐργασίαν.

Ἄρθρον 4.

1. Ἔγγραφα, ἐκδιδόμενα παρὰ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν Συμβαλλομένου Μέρους πιστοποιοῦντα ὅτι ἐπιχειρήσεις ἔχουσαι τὴν ἕδραν αὐτῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ, ἢ ὅτι ὀχήματα καταχωρημένα εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ, πληροῦσι τοὺς ὅρους τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμὸν θέλουσιν ἀναγνωρίζωνται ὡς ἰσχυραὶ ὑφ' ὅλων τῶν ἄλλων Συμβαλλομένων Μερῶν. Αἱ ἁρμόδιαι Ἀρχαὶ αἱ χορηγοῦσαι τὰ ἔγγραφα ταῦτα εἶναι ὑπεύθυνοι διὰ τὴν βεβαίωσιν ὅτι αἱ συνθῆκαι, αἵτινες ἐδικαιολόγουν τὴν ἔκδοσίν των, ἐξακολουθοῦν νὰ ὑφίστανται.

2. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θέλουσιν ἀνακοινοῖ ἀμοιβαίως τὰ πρακτικὰ κριτήρια, ἅτινα υἱοθέτησαν ἕκαστον ἐξ αὐτῶν τόσον κατὰ τὴν ἐκλογὴν τῶν ἐπιχειρήσεων ὅσον καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ὀχημάτων, ἅτινα πληροῦν τοὺς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ θεσπιζομένους ὅρους. Θέλουσι διαπραγματευθῆ συμφωνίαν ἐπὶ τῆς τυποποιήσεως τοιούτων κριτηρίων ὡς καὶ τῶν ἐγγράφων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ, συμφωνίαν, ἥτις θ' ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον τοῦ Προσαρτήματος ὑπ' ἀριθμ. 11.

Ἄρθρον 5.

Ἐν περιπτώσει ἀδυναμίας συνάψεως συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἀρχῶν καὶ τῆς διαδικασίας πρὸς ἔκδοσιν ἀδείας ἐκτελέσεως διεθνοῦς ὁδικῆς μεταφορᾶς, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θέλουσι προσπαθήσει νὰ ἐφαρμόσουν, διὰ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν, ἁπλούστερον σύστημα διὰ τὴν ἔκδοσιν τῶν ἀναγκαιουσῶν ἀδειῶν, ὥστε νὰ καθίσταται δυνατὴ ἡ ἐνέργεια τῶν διεθνῶν μεταφορῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου.

Ἄρθρον 6.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θέλουσιν ἀνακοινοῖ ἀμοιβαίως τὰ λαμβανόμενα μέτρα πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 8 καὶ 17 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ σχετικῶς μὲ τὰς κυρώσεις καὶ θὰ εἰδοποιοῦν τὰ ἄλλα ἐνδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη περὶ τῶν μέτρων, ἅτινα ἐλήφθησαν ἐναντι ἐπιχειρήσεων, αἵτινες εἰς συγκεκριμένας περιπτώσεις παρεβίασαν τοὺς ὅρους τοῦ ὡς εἴρηται Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

2. Αἰτήσει ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει λάβει, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῆς ἐθνικῆς αὐτοῦ νομοθεσίας, τὰ κατάλληλα μέτρα συμφώνως μὲ τὸν Γενικὸν Κανονισμὸν ἐναντι ἐπιχειρήσεων ὑποκειμένων εἰς τὴν δικαιοδοσίαν του, αἱ ὁποῖαι ἀποδεικνύεται ὅτι

δὲν συνεμορφώθησαν μὲ ὅρους τοῦ ἐν λόγῳ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 7.

Βάσει ἐγγυήσεων καὶ ὅρων, οἷς ἤθελε καθορίσει ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἐξουσιοδοτήσῃ ἓν ἢ πλείονας ἐθνικοὺς ὀργανισμοὺς ὅπως ὑπὸ τὴν ἐπίβλεψιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα, ἅτινα θεωροῦνται ἀναγκαῖα πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ εἰδικώτερον :

α) Νὰ διεξαγάγῃ τεχνικοὺς ἐλέγχους ὀχημάτων, νὰ ὑποβάλῃ προτάσεις εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς ἐπὶ τῆς ἐκδόσεως ἐγγράφων πιστοποιούντων ὅτι τὰ ὀχήματα ἀνταποκρίνονται εἰς τοὺς ὅρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ἢ νὰ προβαίνουν οἱ ἴδιοι εἰς τὴν ἔκδοσιν τοιούτων ἐγγράφων.

β) Νὰ συγκεντρώνουν πληροφορίας καὶ στατιστικὰ στοιχεῖα σχετικῶς μὲ τὴν δρᾶσιν τῶν διεθνῶν μεταφορικῶν ἐπιχειρήσεων.

γ) Νὰ παρακολουθοῦν ὥστε ἡ ἐγκρινομένη διὰ διεθνεῖς μεταφορὰς ἐπιχείρησις νὰ συμμορφοῦται μὲ τοὺς ὅρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

δ) Νὰ προβαίνωσιν εἰς ἐρεύνας σχετικῶς μὲ ἐπιχειρήσεις ζητούσας τὴν ἐνέργειαν διεθνῶν μεταφορῶν καὶ νὰ εἰσηγῶνται εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τὴν ἔκδοσιν ἐγγράφων πιστοποιούντων ὅτι αἱ περὶ ὧν πρόκειται ἐπιχειρήσεις πληροῦσι τοὺς ὅρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

ε) Νὰ ἐκδίδωσι τὰ ἔγγραφα τὰ πιστοποιοῦντα ὅτι αἱ ἐν λόγῳ ἐπιχειρήσεις πληροῦσι τοὺς ὅρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

στ) Νὰ προτείνωσι τὴν ἔκδοσιν ἀδειῶν μεταφορᾶς ἢ νὰ ἐκδίδωσι τοιαύτας ἀδείας.

Ἄρθρον 8.

1. Χῶραι συμμετέχουσαι εἰς τὰς ἐργασίας τῆς οἰκονομικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν Εὐρώπην, ὡς καὶ χῶραι ἀποκτήσασαι τὸ δικαίωμα συμμετοχῆς δι' ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς, δύνανται νὰ γίνωσι Μέλη τῆς παρούσης Συμφωνίας:

α) Ἐφόσον ὑπογράψωσι τοιαύτην.

β) Κατόπιν τῆς ἐπικυρώσεώς της μετὰ τὴν ὑπογραφὴν αὐτῆς μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως.

γ) Κατόπιν προσχωρήσεως.

2. Ἡ Συμφωνία θέλει εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν τὴν ἡμερομηνίαν τῆς σήμερον, ἀπὸ δὲ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς προσχώρησιν.

3. Ἡ ἐπικύρωσις ἢ ἡ προσχώρησις θέλει πραγματοποιηθῇ διὰ τῆς καταθέσεως σχετικοῦ ἐγγράφου εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 9.

1. Οἱαδήποτε τροποποίησις εἰς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν, τὸν Γενικὸν Κανονισμὸν ἢ εἰς οἱονδήποτε ἐκ τῶν Παραρτημάτων αὐτῶν προτεινομένη ὑπὸ οἱουδήποτε ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θέλει κοινοποιεῖται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὁ ὁποῖος θὰ διαβιβάζῃ ταύτην εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη παρὰ τῶν ὁποίων θὰ ζητήσῃ ὅπως ἕκαστον ἐξ αὐτῶν γνωστοποιήσῃ ἐντὸς τεσσάρων μηνῶν ἐάν :

α) Ἀποδέχεται τὴν προτεινομένην τροποποίησιν.

β) Ἀπορρίπτῃ τὴν προτεινομένην τροποποίησιν, ἢ

γ) Ἐπιθυμῇ νὰ γίνῃ συνεδρίασις πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξετάσεως τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως.

Ἡ προτεινομένη τροποποίησις θέλει ὡσαύτως διαβιβασθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς ὅλας τὰς χώρας, πλέον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 8.

2. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ τροποποίησις ἀναφέρεται εἰς τὴν Συμφωνίαν ἢ τὸν Γενικὸν Κανονισμόν, ἐὰν ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη εἰδοποιήσωσι τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅτι ἀποδέχονται τὴν τροποποίησιν ἄνευ συγκλήσεως διασκέψεως, εἰδοποίησις περὶ τῆς ἀποφάσεως ταύτης θὰ κοινοποιῆται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 8. Ἡ τροποποίησις θέλει τίθεται ἐν ἰσχύϊ δι' ὅλα τὰ Συμβαλλόμενα μέρη τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἀφ' ἧς ἐγένετο ἡ εἰδοποίησις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

3. Ὅπου ἡ τροποποίησις ἀναφέρεται εἰς Προσάρτημα ἐὰν κατὰ τὸ διάστημα τεσσάρων μηνῶν οὐδὲν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει εἰδοποιήσει τὸν Γεν. Γραμματέα ὅτι δὲν ἐγκρίνει τὴν προταθεῖσαν τροποποίησιν ἢ ὅτι ἐπιθυμεῖ νὰ συγκληθῇ σύσκεψις πρὸς συζήτησιν της, ἡ τροποποίησις θέλει θεωρηθῇ ὡς γενομένη ἀποδεκτή.

Μετὰ τὴν παρέλευσιν τοῦ τετραμήνου χρονικοῦ διαστήματος, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει, ἐν ἀνάγκῃ, εἰδοποιήσει ὅλα τὰ ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 8 ἀναφερόμενα Κράτη περὶ τῆς ἀποδοχῆς τῆς τροποποιήσεως.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ καθορίσῃ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ τροποποίησις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, καθιστῶν τοῦτο γνωστὸν εἰς τὰς χώρας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 8.

4. Ἐὰν κατὰ τὴν λῆξιν τοῦ χρονικοῦ διαστήματος τῶν τεσσάρων μηνῶν ζητηθῇ ἡ σύγκλησις διασκέψεως τῶν συμβαλλομένων πρὸς συζήτησιν τῆς προταθείσης τροποποιήσεως τοὐλάχιστον ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τρίτου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει προβῇ εἰς τὴν σύγκλησιν τοιαύτης διασκέψεως.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπίσης θέλει προσκαλέσει εἰς τὴν σύσκεψιν αὐτὴν ἅπαντα τὰ ἔθνη, πλέον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὰ ἀναφερόμενα ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ Ἄρθρου 8.

5. Οἱαδήποτε τροποποίησις εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, τοὺς Γενικοὺς Κανονισμοὺς ἢ εἰς οἱονδήποτε ἐκ τῶν προσαρτημάτων αὐτῶν, υἱοθετουμένη διὰ πλειοψηφίας τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κατὰ τὴν προαναφερομένην ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ διάσκεψιν, θέλει κοινοποιεῖται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καθὼς καὶ εἰς τὰ ἄλλα Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 8.

6. Οἱαδήποτε τροποποίησις εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἢ τὸν Γενικὸν Κανονισμὸν υἱοθετουμένη καὶ κοινοποιουμένη κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου θέλει τίθεται ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα εἰδοποίησιν ἐκ μέρους ἁπάντων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν περὶ τῆς ἀποδοχῆς ταύτης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει κοινοποιεῖ, ἅμα τῇ παραλαβῇ, τὴν ἐν λόγῳ εἰδοποίησιν εἰς τὰ ἄλλα Συμβαλλόμενα Μέρη καθὼς καὶ εἰς τὰς ἄλλας χώρας τὰς ἀναφερομένας ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 8, τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως.

7. Τροποποιήσεις εἰς τὰ Προσαρτήματα, υἱοθετούμεναι καὶ κοινοποιούμεναι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ θεωρῶνται ὡς γενόμεναι ἀποδεκταὶ πλὴν ἐάν ἐντὸς τεσσάρων μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς κοινοποιήσεως τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ ὡς εἴρηται παραγράφῳ Συμβαλλόμενον Μέρος ἔχει εἰδοποιήσει τὸν Γενικὸν Γραμματέα περὶ τῆς ἀντιρρήσεώς του. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει εἰδοποιεῖ τὰς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 8 ἀναφερομένας χώρας περὶ οἱωνδήποτε ἀντιρρήσεων, ἅμα τῇ παραλαβῇ των ὡς καὶ περὶ τῆς ὑποδοχῆς ἢ ἀπορρίψεως τῆς τροποποιήσεως εἰς τὸ τέλος τῆς τετραμήνου περιόδου. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ὁρίσει τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως εἰς ἐφαρμογὴν οἱασδήποτε ἐγκριθείσης τροποποιήσεως καὶ γνωστοποιήσει τοῦτο εἰς τὰς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 8 μνημονευομένας χώρας.

8. Ἡ ὡς ἄνω ἀναφερομένη διαδικασία δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τὴν σύνταξιν καὶ κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν νέων Προσαρτημάτων ἐάν μετὰ τὴν ἰσχὺν τῆς Συμφωνίας ἓν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν προτείνῃ, ὅπως ἡ Συμφωνία ἢ ὁ Γενικὸς Κανονισμὸς συμπληρωθῶσιν ὡς πρὸς ἕν ἢ περισσότερα τῶν θεμάτων διὰ τὰ ὁποῖα προβλέπεται ἡ σύνταξις προσαρτημάτων.

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν ἢ ἀποδοχὴν αὐτῆς ὑπὸ πέντε τῶν ὑπογραψάντων αὐτὴν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως χωρῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 8.

2. Δι' οἱανδήποτε χώραν ἐπικυροῦσαν ἢ προσχωροῦσαν εἰς αὐτὴν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, ἡ παροῦσα θέλει τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν μετὰ τὴν κατάθεσιν ἐκ μέρους τῆς ὡς εἴρηται χώρας τοῦ σχετικοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

3. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει θεωρηθῆ τερματισθεῖσα ἐὰν ὁποτεδήποτε ὁ ἀριθμὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν περιορισθῆ εἰς ἔλαττον τῶν πέντε.

Ἄρθρον 11.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία δύναται νὰ καταγγελθῆ παρ' οἱουδήποτε Συμβαλλομένου Μέρους κατόπιν προειδοποιήσεως ἓξ μηνῶν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα. Μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἑξαμήνου περιόδου, ἡ Συμφωνία παύει νὰ ἰσχύῃ καθόσον ἀφορᾷ τὸ καταγγέλλον ταύτην Συμβαλλόμενον Μέρος.

Ἄρθρον 12.

1. Τὸ πρωτότυπον τῆς παρούσης Συμφωνίας θέλει κατατεθῆ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ, ὅστις θέλει διαβιβάσῃ θεωρημένον ἀντίγραφον ταύτης εἰς ἑκάστην τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 8 ἀναφερομένων χωρῶν.

2. Ἐπὶ πλέον τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 9 προβλεπομένων εἰδοποιήσεων ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει γνωστοποιήσῃ εἰς τὰς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 8 ἀναφερομένας χώρας τὰς :

α) ἐπικυρώσεις καὶ προσχωρήσεις βάσει τοῦ ἄρθρου 8
β) καταγγελίας βάσει τοῦ ἄρθρου 11 καὶ
γ) ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος ἢ λήξεως τῆς Συμφωνίας δυνάμει τοῦ ἄρθρου 10.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, εἰς ἓν καὶ μόνον ἀντίτυπον, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Γαλλικὴν Γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων θεωρουμένων ἐπισήμων, σήμερον τὴν δεκάτην ἑβδόμην ἡμέραν τοῦ μηνὸς Μαρτίου, τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ πεντηκοστοῦ τετάρτου ἔτους.

Διὰ τὸ Βέλγιον
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
LEROY

Διὰ τὴν Δανίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
SVEN ACKER

Διὰ τὴν Γαλλίαν
G. CLAUZEL

Διὰ τὴν Ἑλλάδα
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
ΧΑΤΖΗΒΑΣΙΛΕΙΟΥ

Διὰ τὴν Ἰταλίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
NOTARANGELI

Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
R. LOGELIN

Διὰ τὴν Ὁλλανδίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
K. VONKS

Διὰ τὴν Σουηδίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
GOSTA HALL

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
B. TAPERNOUX

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον καὶ Βόρειον Ἰρλανδίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
READING

Διὰ τὴν Γιουγκοσλαβίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
B. CRNOBRNJA

ΓΕΝΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

1. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Γενικοῦ Κανονισμοῦ ἐφαρμόζονται ἐφ' ὅλων τῶν διεθνῶν ἐπιβατικῶν καὶ ἐμπορευματικῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ὡς καθορίζονται αὗται ἐν ἄρθρῳ 1 τῆς Γενικῆς Συμφωνίας.

2. Πάντως ὁ Γενικὸς Κανονισμὸς δὲν εἶναι ἐφαρμόσιμος ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει ἐπὶ «παραμεθορίων» μεταφορῶν, ἐφ' ὅσον αἱ ἐνδιαφερόμεναι Κυβερνήσεις συμφωνοῦν εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 2.

Συμπληρωματικαὶ διατάξεις εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμὸν καὶ εἰδικοὶ ὅροι ἀφορῶντες ὡρισμένας μεταφορικὰς ἐργασίας περιλαμβάνονται εἰς τὰ κάτωθι Προσαρτήματα :

Προσάρτημα Α.– Ὅροι προσλήψεως προσωπικοῦ.
Προσάρτημα Β.– Ἐπιβατικαὶ μεταφοραί.
Προσάρτημα Γ.– Μεταφορὰ εἰδικῶν ἐμπορευμάτων.
Προσάρτημα Δ.– Συμβάσεις μεταφορῶν, φορτωτικαὶ καὶ ὑποχρεώσεις μεταφορῶν.
Προσάρτημα Ε.– Ἀσφαλίσεις.
Προσάρτημα ΣΤ.– Τιμολόγια Κομίστρων.
Προσάρτημα Η.– Ἔγγραφα συνοδεύοντα τὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν.
Προσάρτημα Θ.– Ἔγγραφα συνοδεύοντα τὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων.
Προσάρτημα Ι.– Ἐπιβατικαὶ μεταφοραὶ πλὴν τῶν ἐπὶ κομίστρῳ ἢ ἐπ' ἀνταμοιβῇ ἐνεργουμένων.
ΙΙ. Διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς ἐπὶ κομίστρῳ ἢ ἐπ' ἀνταμοιβῇ μεταφοράς.

Ἄρθρον 3.

1. Μόνον αἱ ἐπιχειρήσεις ἐκεῖναι, αἵτινες τυγχάνουσιν ἀνεγνωρισμέναι ὑπὸ τῶν οἰκείων Ἀρχῶν εἰς τὸ ἔδαφος τῶν ὁποίων ἔχουσι τὴν ἕδραν αὐτῶν ὡς πληροῦσαι τοὺς ὅρους τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ δύνανται ν' ἀσχολοῦνται εἰς διεθνεῖς μεταφορὰς ἐπὶ κομίστρῳ ἢ ἐπ' ἀνταμοιβῇ. Βεβαίωσις τοιαύτης ἀναγνωρίσεως θέλει δίδεται δι' ἐγγράφου ἐκδιδομένου ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ Ἀρχῶν.

2. Ἐπιχειρήσεις ἀσχολούμεναι εἰς διεθνεῖς μεταφορικὰς ἐργασίας θέλουσι συμμορφοῦνται μὲ τὰς σχετικὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ καὶ τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 2 ἀπαριθμουμένων Προσαρτημάτων, τῶν διεθνῶν Συμβάσεων καὶ Κανονισμῶν καὶ τῶν συμφωνιῶν ἀναφερομένων εἰς διεθνεῖς μεταφορὰς συναφθεισῶν μεταξὺ Κυβερνήσεων ἢ μεταξὺ ἁρμοδίων ἐπαγγελματικῶν σωματείων ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τούτων. Ἑκάστη ἐπιχείρησις δέον νὰ ἔχῃ εἰς χεῖρας της ἀντίγραφον τοῦ Γενικοῦ τούτου Κανονισμοῦ καὶ τῶν προσαρτημάτων αὐτοῦ, καὶ νὰ γνωρίζῃ τὸ περιεχόμενον αὐτῶν.

3. Αἱ ἐπιχειρήσεις θέλουσι καταβάλῃ τὰς δικαιολογουμένας διὰ τῶν ἑκάστοτε ἐκδιδομένων ἐγγράφων ἀμοιβὰς καὶ ἔξοδα.

Ἄρθρον 4.

1. Ὀχήματα προοριζόμενα διὰ τὴν μεταφορὰν εἴτε ἐπιβατῶν εἴτε ἐμπορευμάτων, δέον νὰ εἶναι κατάλληλα διὰ τὸ μεταφορικὸν ἔργον τὸ ὁποῖον πρόκειται νὰ ἐκτελέσουν καὶ νὰ διατηρῶνται, γενικῶς, εἰς καλὴν μηχανικὴν κατάστασιν. Ἰδιαιτέρως, ὀχήματα χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν καθὼς καὶ ἐκεῖνα, ἅτινα χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν μεταφορὰν εἰδικῶν ἐμπορευμάτων, θέλουσι πληροῖ τοὺς τεχνικοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ἢ καθορισθησομένους εἰς τὰ ἀντίστοιχα Προσαρτήματα Β' καὶ Γ' τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

2. Οὐδὲν ὄχημα δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ εἰς διεθνεῖς μεταφορὰς πλὴν ἐὰν ἔχῃ ἀναγνωρισθῇ ἀπὸ τὴν οἰκείαν ἀρχὴν τοῦ Κράτους δι' ὃ ἔχει καταχωρηθῇ ὡς ἐκπληροῦν τοὺς ὅρους τοῦ Κανονισμοῦ. Πιστοποιητικὸν περὶ τούτου δέον νὰ εὑρίσκεται ἐπὶ τοῦ ὀχήματος.

3. Ὀχήματα θὰ παρουσιάζονται πρὸς τεχνικὴν ἐπιθεώρησιν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους καὶ ὁποτεδήποτε ζητηθῇ τοῦτο ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν. Ἡ ἁρμοδία Ἀρχὴ θὰ καταχωρῇ ἐπὶ τοῦ ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ

ἀναφερομένου ἐγγράφου τὴν ἡμερομηνίαν ἐπιθεωρήσεως καθὼς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ χρόνου λήξεως τῆς ἰσχύος ταύτης. Εἰς τὴν περίπτωσιν ὅμως ἐπιβατηγῶν ὀχημάτων, τὸ χρονικὸν διάστημα τῆς ἰσχύος δὲν θὰ ὑπερβαίνει τοὺς ἓξ μῆνας.

4. Τὰ ὀχήματα δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς τεχνικὴν ἐπιθεώρησιν εἰς χώρας ἄλλας πλὴν ἐκείνων εἰς τὰς ὁποίας ἔχουν καταχωρηθῆ, ἐκτὸς εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις ὡς λ.χ. ὅταν τὸ ὄχημα ἔχει ὑποστῆ ἀτύχημα.

5. Οὐδὲν ὄχημα δύναται νὰ εἶναι φορτωμένον κατὰ τρόπον ὥστε νὰ ὑπερβαίνει τὸ μέγιστον φορτίον ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς συμβάσεως τοῦ 1949 ἐπὶ τῆς ὁδικῆς κυκλοφορίας, ἤτοι τὸ φορτίον, ὅπερ ἔχει καθορισθῆ ὡς ἐπιτρεπόμενον παρὰ τῆς ἁρμοδίας Ἀρχῆς τῆς χώρας καταχωρήσεως τοῦ ὀχήματος. Τὸ μέγιστον ἐπιτρεπόμενον φορτίον ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῆς ἄνω Συμβάσεως καὶ τὸ ἀπόβαρον, ὡς καὶ τὸ μέγιστον φορτίον ἢ ὁ μέγιστος ἀριθμὸς τῶν ἐπιβατῶν, δέον ν' ἀναγράφωνται ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν ἐπιφανειῶν τοῦ ὀχήματος.

Ἄρθρον 5.

Ἡ ἐπιχείρησις ὀφείλει νὰ χρησιμοποιῇ ὁδηγοὺς σοβαροὺς καὶ ἐμπίστους κεκτημένους ἐπαρκῆ πεῖραν καὶ τὰ ἀπαραίτητα προσόντα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ζητουμένης παρ' αὐτῶν ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 6.

1. Ἡ ἐπιχείρησις δέον ν' ἀπολαύῃ συνεχῶς καλῆς φήμης καὶ νὰ παρέχῃ ἐχέγγυα τεχνικῆς, ἐμπορικῆς καὶ ἐπαγγελματικῆς ὀργανώσεως, ἅτινα νὰ τῆς ἐπιτρέπουν νὰ ἐκτελῇ κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικὸν διεθνεῖς μεταφοράς.

2. Ἡ ἐπιχείρησις εἶναι ὑποχρεωμένη νὰ καταχωρῇ ἁπάσας τὰς ἐργασίας διεθνῶν μεταφορῶν καὶ νὰ τηρῇ τὰ σχετικὰ ἔγγραφα ἐπὶ δύο ἔτη τοὐλάχιστον εἰς τὴν διάθεσιν τῆς ἁρμοδίας Ἀρχῆς τῆς χώρας καταχωρήσεως ἢ τῆς ἐξουσιοδοτημένης παρὰ τῆς Ἀρχῆς ταύτης ἐπαγγελματικῆς ὀργανώσεως.

3. Διὰ τὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν θὰ συντάσσεται ἔγγραφον ὁριζόμενον ἐν τῷ προσαρτήματι G. Τὸ ἔγγραφον τοῦτο δέον νὰ εὑρίσκεται ἐπὶ τοῦ ὀχήματος καὶ νὰ ἐπιδεικνύεται καθ' ὁδὸν εἰς πᾶσαν ζήτησιν ἐκ μέρους τῶν ἀσκούντων ἔλεγχον προσώπων.

4. Διὰ τὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων, ἓν ἀντίγραφον τῆς φορτωτικῆς, συμφώνως πρὸς τὸ προσάρτημα Δ, ἢ ἔγγραφον περιλαμβάνον τοὐλάχιστον τὰς ἐνδείξεις τὰς ὁριζομένας εἰς τὸ Προσάρτημα Η, δέον νὰ εὑρίσκεται ἐπὶ τοῦ ὀχήματος καὶ νὰ ἐπιδεικνύεται καθ' ὁδὸν εἰς πᾶσαν ζήτησιν ἐκ μέρους τῶν ἀσκούντων ἔλεγχον προσώπων. Ἡ ἀρίθμισις τῶν ἐνδείξεων τοῦ ἐγγράφου τούτου θὰ εἶναι ὁμοία πρὸς τὴν τῆς φορτωτικῆς.

5. Ἅμα τῇ ἐκτελέσει τῆς μεταφορᾶς, ἡ ἐπιχείρησις ὑποχρεοῦται ἐὰν τοῦτο ζητηθῇ, ν' ἀποστείλῃ τὰ ἔγγραφα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγρ. 3 καὶ 4 εἰς τὴν ἁρμοδίαν Ἀρχὴν τῆς χώρας καταχωρήσεως, ἢ εἰς τὴν ἐξουσιοδοτημένην παρ' αὐτῆς ἐπαγγελματικὴν ὀργάνωσιν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ἀναγνώρισις τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ ἐπιχείρησις συμμορφοῦται μὲ τοὺς ὅρους τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ εἶναι αὐστηρῶς προσωπικὴ διὰ τὴν ἐπιχείρησιν καὶ οὐχὶ μεταβιβάσιμος. Εἰς περίπτωσιν θανάτου τοῦ μεταφορέως αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ δύνανται νὰ λαμβάνωσι τὰ δέοντα μέτρα ἀναλόγως τῶν περιστάσεων.

Ἄρθρον 8.

Ἀνεξαρτήτως τῶν κυρώσεων, αἵτινες δύνανται νὰ ἐπιβληθῶσι βάσει ἐθνικῆς νομοθεσίας διὰ τὴν παράβασιν τῶν διατάξεων εἴτε τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας ἢ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, οἱαδήποτε ἐκ τῶν ἀκολούθων μέτρων δύνανται νὰ ληφθῶσιν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν.

α) ἐπίπληξις (παρατήτησις).

β) προειδοποίησις ὅτι ἐπανάληψις τῆς παραβάσεως θὰ ἐπισύρῃ τὴν ὑπὸ στοιχεῖον (γ) ἐνέργειαν.

γ) ἀκύρωσις ἢ ἀνάκλησις ἀμφοτέρων τῶν ἐγγράφων βεβαιούντων ὅτι ἡ ἐπιχείρησις καὶ τὸ χρησιμοποιούμενον ὄχημα πληροῦσι τοὺς ὅρους τοὺς περιλαμβανομένους εἰς τὸν Κανονισμόν, καί, κατὰ περίπτωσιν, τοῦ ἐγγράφου βεβαιοῦντος ὅτι ἡ ἐπιχείρησις δικαιοῦται ν' ἀσχοληθῇ εἰς διεθνεῖς μεταφορικὰς ἐργασίας, ἢ οἱουδήποτε ἐκ τῶν ἐγγράφων τούτων.

III. Διατάξεις ἀφορῶσαι μόνον τὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν ἐπὶ κομίστρῳ ἢ ἀνταμοιβῇ.

Ἄρθρον 9.

1. Ὀχήματα χρησιμοποιούμενα διὰ διεθνεῖς μεταφορὰς ἐπιβατῶν δέον νὰ εἶναι καταλλήλως διαμορφωμένα διὰ τὴν ὑπηρεσίαν δ' ἣν χρησιμοποιοῦνται. Ἡ διαμόρφωσις τούτων δέον νὰ εἶναι σύμφωνος μὲ τὰς ἀπαιτήσεις τὰς καθοριζομένας εἰς τὸ Προσάρτημα Β, ὅπερ δύναται νὰ προβλέπῃ διαφόρους κατηγορίας ὀχημάτων ἑκάστης κατηγορίας ἐχούσης τὸ ἀρμόζον εἰς αὐτὴν μεταφορικὸν τιμολόγιον.

2. Ἡ ὡς ἄνω διάταξις δὲν θίγει τὴν κυκλοφορίαν ἄλλων ὀχημάτων πληρούντων διατάξεις προσθέτους ἐκείνων, αἵτινες διατυποῦνται ἐν τῷ Παραρτήματι Β καὶ ἀντιστοιχούσας εἰς εἰδικὰ τιμολόγια.

3. Ἡ συμφώνως τῇ ἀνωτέρω παραγράφῳ 1 ἢ 2 καθοριζομένη κατηγορία τοῦ ὀχήματος θέλει καταχωρεῖται ἐπὶ τοῦ ἐγγράφου τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 4, καὶ θὰ γνωστοποιῆται εἰς τοὺς ἐπιβάτας κατὰ τρόπον σαφῆ.

4. Ὁ μεταφερόμενος ἀριθμὸς ἐπιβατῶν διὰ ὀχήματος ἐκτελοῦντος τουριστικὴν ὑπηρεσίαν δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει τὸν ἀριθμὸν τῶν διαθεσίμων θέσεων καθημένων. Ἡ διάταξις αὕτη δύναται, κατόπιν συμφωνίας, μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, νὰ ἐπεκταθῇ καὶ εἰς ὀχήματα ἐκτελοῦντα ἄλλας ὑπηρεσίας.

5. Ἐκτὸς ἂν ἄλλως καθορίζεται εἰς συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, ἡ χρῆσις ρυμουλκουμένων διὰ τὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν ἀπαγορεύεται. Ἡμιρυμουλκούμενα δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῶσι πλὴν ἐὰν τὸ ἀπαγορεύσωσι τοῦτο οἱ νόμοι οἱασδήποτε χώρας ἀπὸ τὴν ὁποίαν διέρχεται τὸ ὄχημα.

6. Οἱαδήποτε ἔνδειξις ἔξω τοῦ ὀχήματος διαφημιστικοῦ εἴδους μὴ σχετιζομένου ἀπ' εὐθείας μὲ τὴν ἐργασίαν τοῦ μεταφορέως ἀπαγορεύεται.

Ἄρθρον 10.

Ἡ ἔκδοσις εἰσιτηρίου ἀτομικοῦ ἢ συλλογικοῦ ἀναλόγως τῶν περιπτώσεων, εἶναι ὑποχρεωτική.

IV. Διατάξεις ἀφορῶσαι τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων δι' ἴδιον λογαριασμόν.

Ἄρθρον 11.

1. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ὅρων τοῦ Κανονισμοῦ, μεταφορὰ ἐμπορευμάτων θεωρεῖται γινομένη δι' ἴδιον λογαριασμόν, ὅταν ἡ μεταφορικὴ ἐργασία ἐκτελεῖται ὑπὸ προσώπου (φυσικοῦ ἢ νομικοῦ).

α) διὰ τὰς ἰδίας αὐτοῦ ἀνάγκας καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν:

ι) εἰδῶν ἀνηκόντων εἰς αὐτόν.

ιι) εἰδῶν μὴ ἀνηκόντων εἰς αὐτὸν ἀλλὰ τὰ ὁποῖα ἠγοράσθησαν, ἐπωλήθησαν, διετέθησαν ἢ παρεχωρήθησαν, ἐδανείσθησαν ἢ ἐνοικιάσθησαν, παρήχθησαν, ἐπεξεργάσθησαν ἢ ἐπεσκευάσθησαν παρ' αὐτοῦ πάντοτε ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ μεταφορὰ ἀποτελεῖ μόνον προσηρτημένην ἐργασίαν.

β) μὲ ὀχήματα ἀνήκοντα ἢ ἀγορασθέντα μὲ δόσεις ὑπ' αὐτοῦ καὶ ὁδηγούμενα ὑπὸ μέλους τοῦ προσωπικοῦ αὐτοῦ.

Αἱ ἐν τῇ παραγράφῳ ταύτῃ ἀναφερόμεναι ἐργασίαι δὲν θὰ θεωρῶνται ὡς ἀποτελοῦσαι μεταφορὰν εἰδῶν ἐπὶ κομίστρῳ ἢ ἀνταμοιβῇ.

2. Διμερεῖς ἢ πολυμερεῖς συμφωνίαι δύνανται νὰ προβλέπωσι, βάσει τῶν διὰ τῶν συμφωνιῶν τούτων καθοριζομένων ὅρων, διὰ τὴν χρησιμοποίησιν μισθωμένων ὀχημάτων ὁδηγουμένων ὑπὸ τοῦ προσωπικοῦ τοῦ μισθωτοῦ ἢ τοῦ ἐκμισθωτοῦ.

Ἄρθρον 12.

Ὁ δι' ἴδιον λογαριασμὸν μεταφορεὺς δὲν δύναται νὰ ἐκτελῇ μεταφορικὰς ἐργασίας διὰ λογαριασμὸν τρίτου δι' οἱονδήμοτε λόγον.

Ἄρθρον 13.

1. Οἱ δι' ἴδιον λογαριασμὸν μεταφορεῖς ὅταν ἀσχολοῦνται εἰς τὴν διεθνῆ μεταφορικὴν ἐργασίαν θέλουσι συμμορ-

φοῦσθαι μὲ τὰς σχετικὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, καὶ τῶν Προσαρτημάτων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρυν 2, τῶν διεθνῶν συμβάσεων καὶ κανονισμῶν ὡς καὶ τῶν συμφωνιῶν τῶν σχετικῶν μὲ διεθνεῖς μεταφορὰς συναφθεισῶν μεταξὺ Κυβερνήσεων, ἢ μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ὀργανισμῶν καὶ ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων αὐτῶν. Ἕκαστος μεταφορεὺς πρέπει νὰ κατέχῃ ἀντίγραφον τοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν Προσαρτημάτων αὐτοῦ καὶ νὰ ἔχῃ λάβῃ γνῶσιν αὐτῶν.

2. Μεταφορεῖς δι' ἴδιον λογαριασμὸν θέλουσι καταβάλῃ δικαιώματα καὶ τέλη ἀπαιτούμενα διὰ τὴν σύνταξιν καὶ ἔκδοσιν ἐγγράφων, ἅτινα ἤθελον ἀπαιτηθῇ διὰ διεθνεῖς μεταφορικὰς ἐργασίας.

Ἄρθρον 14.

1. Τὰ ὀχήματα θὰ εἶναι κατάλληλα διὰ τὰς ἀναληφθησομένας μεταφορικὰς ἐργασίας καὶ θὰ διατηροῦνται εἰς ἀρίστην γενικῶς κατάστασιν. Εἰδικῶς, προκειμένου περὶ ὀχημάτων ἀσχολουμένων εἰς μεταφορὰς εἰδικευμένων εἰδῶν θέλουσι πληροῖ τοὺς τεχνικοὺς ὅρους, οἵτινες καθορίζονται ἢ ἤθελον καθορισθῇ εἰς τὸ Προσάρτημα Γ' τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

2. Οὐδὲν ὄχημα δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ εἰς διεθνεῖς μεταφορὰς ἐὰν δὲν ἔχῃ ἀναγνωρισθῇ ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ Κράτους καταγραφῆς, ὡς πληροῦν τοὺς ὅρους τοῦ Κανονισμοῦ. Σχετικὸν βεβαιωτικὸν ἔγγραφον θὰ φέρεται ἐπὶ τοῦ ὀχήματος.

3. Τὰ ὀχήματα θὰ προσκομίζωνται πρὸς τεχνικὴν ἐπιθεώρησιν ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους καὶ ὁποτεδήποτε ἄλλοτε ἀπαιτήσει τοῦτο ἡ ἀρχή. Ἡ ἁρμοδία ὑπηρεσία θὰ σημειώνῃ ἐπὶ τοῦ ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ 2 ἀναφερομένου ἐγγράφου τὴν ἡμερομηνίαν ἐπιθεωρήσεως ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ χρονικὸν διάστημα τῆς ἰσχύος ταύτης λήγει.

4. Ὀχήματα δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς τεχνικὴν ἐπιθεώρησιν εἰς χώραν ἄλλην πλὴν ἐκείνων εἰς ἃς ἔχει γίνει ἡ καταχώρησις, ἐκτὸς εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις, ὡς ἐπὶ παραδείγματι, ὅταν ὄχημά τι ἔχει ὑποστῇ ἀτύχημα.

5. Οὐδὲν ὄχημα δύναται νὰ εἶναι φορτωμένον κατὰ τρόπον ὥστε νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ μέγιστον φορτίον, ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς Συμβάσεως τοῦ 1949 περὶ ὁδικῆς κυκλοφορίας, ἤτοι, τὸ φορτίον, ὅπερ ἔχει καθορισθῇ ὡς ἐπιτρεπόμενον ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας Ἀρχῆς τῆς χώρας εἰς ἣν τὸ ὄχημα εὑρίσκεται καταχωρημένον. Τὸ ἐπιτρεπόμενον μέγιστον φορτίον ὡς καθορίζεται εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, τὸ ἀπόβαρον ὡς καὶ τὸ μέγιστον φορτίον δέον ν' ἀναγράφωνται ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν ἐπιφανειῶν τοῦ ὀχήματος.

Ἄρθρον 15.

Μεταφορεῖς δι' ἴδιον λογαριασμὸν θέλουσι χρησιμοποιεῖ ικανοὺς καὶ ἐμπίστους ὁδηγοὺς μὲ ἐπαρκῆ πεῖραν.

Ἄρθρον 16.

1. Μεταφορεῖς δι' ἴδιον λογαριασμὸν εἶναι ὑποχρεωμένοι ὅπως τηροῦν βιβλία εἰς ἃ δέον νὰ καταχωρῶνται ὅλαι αἱ ὑπ' αὐτῶν διεξαγόμεναι διεθνεῖς μεταφορικαὶ ἐργασίαι καὶ νὰ διατηροῦν τὰ βιβλία αὐτά, τοὐλάχιστον ἐπὶ δύο ἔτη εἰς τὴν διάθεσιν τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τῆς χώρας καταγραφῆς ἢ τοῦ ὑπὸ τῆς ἀρχῆς ταύτης ἐξουσιοδοτουμένου ὀργανισμοῦ.

2. Δι' ἁπάσας τὰς ἐμπορικὰς μεταφορὰς θὰ ἐκδίδεται ἔγγραφον τὸ ὁποῖον θὰ περιέχῃ τοὐλάχιστον τὰς καθοριζομένας ἐν τῷ Προσαρτήματι «Η» ἐγγραφάς. Τὸ ἔγγραφον θὰ φέρεται ἐπὶ τοῦ ὀχήματος καὶ πρέπει νὰ ἐπιδεικνύεται κατὰ τὴν διαδρομὴν ἐπὶ τῇ αἰτήσει τῶν ἐντεταλμένων ἐλεγκτῶν. Αἱ ἐγγραφαὶ ἐπὶ τοῦ ἐγγράφου τούτου θ' ἀριθμοῦνται ὥστε νὰ συμπίπτωσι μὲ ἐκείνας τοῦ Προσαρτήματος.

3. Ἅμα τῇ ἐκτελέσει τῆς μεταφορᾶς ὁ δι' ἴδιον λογαριασμὸν μεταφορεὺς θέλει, ἐφ' ὅσον τοῦ ζητηθῇ, ἀποστείλει τὰ ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ 2 ἀναφερόμενα ἔγγραφα εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας καταγραφῆς ἢ εἰς τὸν ἐξουσιοδοτημένον ὑπὸ τῆς ἀρχῆς ταύτης ὀργανισμόν.

Ἄρθρον 17.

Ἀνεξαρτήτως τῶν κυρώσεων αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ ἐπιβληθοῦν δυνάμει ἐθνικῆς νομοθεσίας διὰ παραβάσεις τῶν διατάξεων εἴτε τῶν ἐθνικῶν νόμων ἢ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, δύνανται νὰ ληφθῶσι μέτρα οἱαδήποτε ἐκ τῶν κατωτέρω ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς.

α) ἐπίπληξις.

β) προειδοποίησις ὅτι ἐπανάληψις τῆς παραβάσεως θὰ ἐπισύρῃ ἐνέργειαν ὑπὸ στοιχεῖον (γ)

γ) ἀκύρωσις ἢ ἀνάκλησις τοῦ ἐγγράφου βεβαιοῦντος τὴν συμμόρφωσιν τοῦ ὀχήματος μὲ τοὺς ὅρους τοὺς διέποντας τὸν Κανονισμόν, καὶ κατὰ περίπτωσιν τῆς ἀδείας διὰ τῆς ὁποίας δίδεται τὸ δικαίωμα εἰς τὴν ἐπιχείρησιν ν' ἀσχοληθῇ εἰς διεθνῆ μεταφορικὴν ἐργασίαν ἢ ἐργασίας, ἢ οἱουδήποτε ἐκ τῶν ἐγγράφων τούτων.

V. Διατάξεις ἀφορῶσαι τὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν πλὴν τῆς ἐν Κεφαλαίῳ III ἀναφερομένης.

Ἄρθρον 18.

Ὁ καθορισμὸς καὶ αἱ διατάξεις διὰ τὴν ρύθμισιν τῆς ἐπιβατικῆς μεταφορᾶς πλὴν τῶν ἐν τῷ κεφαλαίῳ III ἀναφερομένων θέλουσιν ἐφ' ὅσον τοῦτο θεωρηθῇ ἀναγκαῖον, ἀποτελέσει ἀντικείμενον Προσαρτήματος «J» τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ Α'.

ΟΡΟΙ ΠΡΟΣΛΗΨΕΩΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΥ ΕΙΣ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΟΔΙΚΑΣ ΜΕΤΑΦΟΡΙΚΑΣ ΕΡΓΑΣΙΑΣ

Ἐλάχιστον ἡλικίας.

1. Οὐδεμία ἐπιχείρησις δύναται νὰ ἐμπιστευθῇ τὴν ὁδήγησιν ὀχήματος εἰς πρόσωπον μικροτέρας ἡλικίας τῶν 21 ἐτῶν.

Πιστοποιητικὸν ὑγείας.

2. Οὐδεμία ἐπιχείρησις δύναται νὰ ἐμπιστευθῇ τὴν ὁδήγησιν ὀχήματος εἰς πρόσωπον μὴ ἐφωδιασμένον μὲ πιστοποιητικὸν ἰατροῦ βεβαιοῦντος ὅτι πληροῖ τὰς ἀναγκαίας προϋποθέσεις, ἀφορώσας τὴν ὑγιεινὴν αὐτοῦ κατάστασιν. Τὸ ἐν λόγῳ πιστοποιητικὸν θέλει ὑπογράφεται ἀπὸ ἰατροῦ ἐξουσιοδοτημένου παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἐθνικῆς ἀρχῆς.

3. Οὐδεμία ἐπιχείρησις δύναται νὰ ἐπιτρέψῃ εἰς πρόσωπον, ὅπως ἐξακολουθήσῃ νὰ ὁδηγῇ ὄχημα ἐὰν δὲν ἔχῃ ὑποβληθῇ εἰς περαιτέρω ἰατρικὴν ἐξέτασιν κατὰ διαλείμματα μὴ ὑπερβαίνοντα τὰ πέντε ἔτη, καὶ ἐὰν δὲν ἔχῃ δοθῇ εἰς αὐτόν, μετὰ τὴν ἐκάστοτε τοιαύτην περαιτέρω ἐξέτασιν, ἰατρικὸν πιστοποιητικὸν βεβαιοῦν τὴν ἐξακολούθησιν τῆς ἱκανότητος αὐτοῦ ἀπὸ ὑγιεινῆς ἀπόψεως.

Ὧραι ἐργασίας καὶ ὑπερωρίαι.

4. Ὧραι ἐργασίας, ὑπερωρίαι καὶ ἀμοιβαὶ δὲν θὰ εἶναι ὀλιγώτερον εὐνοϊκαὶ ἀπὸ ἐκείνας, αἵτινες καθορίζονται βάσει τῶν διατάξεων τῆς ἐθνικῆς Νομοθεσίας ἢ κανονισμῶν, διαιτητικῶν ἀποφάσεων ἢ συλλογικῶν συμβάσεων, διὰ τὸ αὐτὸ εἶδος τῆς ἐργασίας ἐντὸς τῆς χώρας τοῦ ὑπαλλήλου, ἐφόσον αἱ κανονικαὶ ὧραι ἐργασίας δὲν θέλουσιν ὑπερβαίνῃ τὰς 48 ὥρας ἑβδομαδιαίως κατὰ μέσον ὅρον.

Διάστημα ἡμερησίας ἀναπαύσεως.

5. Ἕκαστος ὁδηγὸς δικαιοῦται νὰ ἔχῃ τοὐλάχιστον δέκα συνεχεῖς ὥρας δι' ἀνάπαυσιν ὁποτεδήποτε ἐντὸς τοῦ 24ώρου, ὑπολογιζομένου ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐργασίμου ἡμέρας.

6. Τὸ καθοριζόμενον ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ 5 διάστημα ἀναπαύσεως δύναται νὰ ἐλαττοῦται εἰς ὑκτὼ συνεχεῖς ὥρας.

α) Ἅπαξ μόνον ἐντὸς περιόδου ἑπτὰ ἡμερῶν ἢ

β) Ἐὰν εἰς ὄχημά τι ὑπάρχουν δύο ὁδηγοί, καὶ εἶναι ἐφωδιασμένον κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε νὰ δύναται ὁ εἷς τῶν ὁδηγῶν νὰ ἀναπαύεται εἰς θέσιν ἡμικατακλίσεως.

7. Κατὰ τὰ διαστήματα τῆς ἀναπαύσεως ὡς καθορίζονται εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους 5 καὶ 6 ὁ ὁδηγὸς θὰ εἶναι ἐλεύθερος πάσης ὑπηρεσίας καὶ δὲν θὰ εἶναι ὑποχρεωμένος νὰ παραμένῃ ἐπὶ ἢ πλησίον τοῦ ὀχήματος, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν βεβαίως ὅτι ὁ ὁδηγὸς θὰ ἔχῃ λάβει προηγουμένως ἅπαντα τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τοῦ ὀχήματος καὶ τοῦ φορτίου του.

Μέγιστον διάστημα όδηγήσεως.

8. Ούδὲν πρόσωπον δύναται νὰ όδηγῇ ὄχημα συνεχῶς πέραν τῶν πέντε ὡρῶν. Ὁ χρόνος όδηγήσεως θεωρεῖται συνεχὴς πλὴν ἐὰν ὑπάρξῃ διακοπὴ τοὐλάχιστον 30 λεπτῶν.

9. Ὁ συνολικὸς χρόνος όδηγήσεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίνῃ τὰς ἐννέα ὥρας εἰς οἱονδήποτε χρόνον τοῦ εἰκοσιτετράωρου. Ὅπου ἡ μεταφορικὴ ἐργασία ἀπαιτεῖ περισσότερον διάστημα όδηγήσεως δέον νὰ διατίθενται ἀντικαταστάτης ὁδηγός.

Ἐξαιρετικαὶ περιπτώσεις.

10. Εἰς περιπτώσεις ἀνωτέρας βίας, ἀπροβλέπτων καθυστερήσεων καθ' ὁδόν, καὶ ἀπροβλέπτων περιστατικῶν, σχετιζομένων καὶ μὲ τὴν ἀσφάλειαν καθ' ὁδόν, τὰ ἐν τοῖς ὡς ἄνω παραγράφοις 5 καὶ 6 χρονικὰ διαστήματα ἀναπαύσεως, δύνανται νὰ ἐλαττωθῶσι καὶ νὰ αὐξηθῶσι τὰ ἐν τοῖς ὡς ἄνω παραγράφοις 8 καὶ 9 ὁριζόμενα χρονικὰ διαστήματα όδηγήσεως μέχρι τοῦ ἀναγκαίου ὁρίου πρὸς ἐξασφάλισιν τοῦ ὀχήματος, τῶν ἐπιβατῶν αὐτοῦ ἢ τοῦ φορτίου τούτου, καὶ διὰ νὰ δυνηθῇ ὁ όδηγὸς νὰ φθάσῃ εἰς τόπον σταθμεύσεως ἢ, ἐὰν αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέπουν, εἰς τὸ τέρμα τοῦ ταξειδίου του. Πάντως τὰ δρομολόγια δέον νὰ ὁρισθοῦν κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε νὰ μὴ εἶναι συνήθης ἡ προσφυγὴ εἰς τὴν διάταξιν ταύτην.

Ἑβδομαδιαία περίοδος ἀναπαύσεως.

11. Ἕκαστος όδηγὸς δικαιοῦται 52 ἡμέρας ἀναπαύσεως κατὰ ἡμερολογιακὸν ἔτος, εἰ δυνατὸν εἰς ρυθμὸν μιᾶς ἡμέρας καθ' ἑβδομάδα. Κατὰ γενικὸν κανόνα, τὰ ἑβδομαδιαῖα αὐτὰ διαστήματα ἀναπαύσεως θέλουσι χορηγῶνται εἰς τὸν τόπον διαμονῆς τοῦ όδηγοῦ. Ἡ ἑβδομαδιαία ἀνάπαυσις δέον νὰ εἶναι ἐπὶ 24 συνεχεῖς ὥρας, κατὰ γενικὸν δὲ κανόνα, θέλει ἀμέσως ἕπεται τῆς ἡμερηνίας περιόδου ἀναπαύσεως. Ἡ ἑβδομαδιαία περίοδος ἀναπαύσεως θὰ χορηγῆται κατὰ τὸ δυνατὸν κατὰ τὰς Κυριακὰς ἢ τὰς ἑορτάς.

Ἑορταί.

12. Ἕκαστος όδηγὸς θὰ δικαιοῦται ἕκαστον ἔτος, ἐπὶ πλέον τῶν ἑβδομαδιαίων αὐτοῦ ἡμερῶν ἀναπαύσεως, καὶ τόσας ἡμέρας ἀναπαύσεως μὲ πλήρεις ἀποδοχάς, ὅσαι ἀναγνωρίζονται ὡς ἐξαιρέσιμοι ἡμέραι μὲ ἀποδοχὰς εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν τὸ ὄχημα εὑρίσκεται καταχωρημένον.

Ἡμερομίσθια.

13. Ἡμερομίσθια, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐπιδομάτων, δὲν θὰ εἶναι ὀλιγώτερον εὐνοϊκὰ ἀπὸ ἐκεῖνα, ἅτινα ἐφαρμόζονται δυνάμει διατάξεων ἐθνικῶν νόμων καὶ κανονισμῶν, διαιτητικῶν ἀποφάσεων ἢ συλλογικῶν συμβάσεων διὰ τὸ αὐτὸ εἶδος ἐργασίας, εἰς ἣν ἀπασχολεῖται ὁ ἐργαζόμενος εἰς τὴν χώραν του.

Ρυμουλκούμενα.

14. Οἱονδήποτε αὐτοκίνητον ἢ ἀρθρωτὸν ὄχημα, ὡς καθορίζεται εἰς τὴν σύμβασιν 1949 περὶ Ὁδικῆς Κυκλοφορίας ἕλκον ρυμουλκούμενον, τὸ μέγιστον ἐπιτρεπόμενον βάρος τοῦ ὁποίου ὑπερβαίνει τοὺς 2,5 τόννους πρέπει νὰ φέρῃ δύο όδηγοὺς ἢ ἕν όδηγὸν καὶ ἕνα βοηθόν. Συνδυασμὸς ὀχημάτων συγκείμενος ἀπὸ ρυμουλκὸν (οὐχὶ μεταφορικὸν) καὶ ρυμουλκούμενον ὄχημα, τὸ μέγιστον ἐπιτρεπόμενον βάρος τοῦ ὁποίου δὲν ὑπερβαίνει τοὺς 10 τόννους, δύναται νὰ μὴ διαθέτῃ πλείονας τοῦ ἑνὸς όδηγούς.

Ἀσθένειαι καὶ ἐργατικὰ ἀτυχήματα.

15. Ὅταν όδηγός, λόγῳ τῆς ἐργασίας του, εὑρίσκεται ἐκτὸς τῆς ἕδρας του, ὁ ἐργοδότης τούτου θὰ ὑποχρεοῦται νὰ καταβάλῃ εἰς αὐτὸν καὶ ἀποζημίωσιν.

α) Δι' οἱανδήποτε ἰατρικὴν περίθαλψιν τῆς ὁποίας θὰ εἶχε πραγματικὴν ἀνάγκην ὁ όδηγός, ἐφόσον τοιαύτη περίθαλψις δὲν θὰ παρείχετο εἰς αὐτὸν βάσει ἀναγκαστικῆς ἀσφαλίσεως ἐναντίον ἀσθενειῶν ἢ ἐργατικῶν ἀτυχημάτων, καὶ

β) Οἱανδήποτε ἄλλην παροχὴν εἰς ἣν ὁ όδηγὸς θὰ ἐδικαιοῦτο βάσει τῶν ἐθνικῶν Νόμων ἢ Κανονισμῶν, οἱ ὁποῖοι θὰ ἦσαν ἐφαρμόσιμοι ἐὰν τὸ περιστατικὸν συνέβαινε εἰς τὴν χώραν τῆς κατοικίας του.

16. Ὅταν όδηγός, ὡς ἐκ τῆς ἐργασίας του, εὑρίσκεται ἐκτὸς τῆς χώρας τῆς κατοικίας του, καὶ εἶναι θῦμα ἐργατικοῦ ἀτυχήματος ἢ προσβληθῇ ἀπὸ ἀσθένειαν πιστοποιουμένην ἀπὸ ἰατρόν, θὰ παρέχεται εἰς αὐτόν, δαπάναις τοῦ ἐργοδότου τούτου :

α) Στέγη καὶ τροφὴ μέχρις ἀποκαταστάσεως τῆς ὑγείας του ἢ μέχρις ὅτου ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας του ἐπιτρέψῃ τὴν ἐπιστροφὴν αὐτοῦ εἰς τὸ μέρος τῆς κατοικίας του, καὶ

β) Μεταφορὰ εἰς τὸν τόπον τῆς κατοικίας του, ἐφόσον αἱ ἀντίστοιχοι παροχαὶ δὲν παρέχονται εἰς αὐτὸν βάσει τῶν ἐθνικῶν νόμων ἢ κανονισμῶν ἢ δυνάμει διεθνοῦς συμφωνίας.

17. Ἡ ὑποχρέωσις τοῦ ἐργοδότου διὰ τὴν καταβολὴν τῶν παροχῶν βάσει τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 16 (α) δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ἓξ μῆνας εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἀποδειχθῇ ὅτι ἡ ἀσθένεια τοῦ όδηγοῦ ὀφείλεται εἰς προηγουμένην αἰτίαν, καὶ θὰ συνέβαινεν αὕτη ἀκόμη καὶ ἂν θὰ παρέμεινεν οὗτος εἰς τὴν χώραν τῆς κατοικίας του.

Πρῶται βοήθειαι.

18. Τὰ ὀχήματα θὰ εἶναι ἐφωδιασμένα μὲ τύπον κυτίου πρώτων βοηθειῶν ἐγκρινομένου ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τῆς χώρας ὅπου τὸ ὄχημα εὑρίσκεται καταχωρημένον.

Ἐπίδομα συντηρήσεως.

19. Πᾶς όδηγὸς ταξιδεύων ἐν ὑπηρεσίᾳ ἐκτὸς τῆς χώρας τῆς ἕδρας του, θὰ λαμβάνῃ ἐπίδομα συντηρήσεως οὐχὶ μικρότερον ἐκείνου, ὅπερ χορηγεῖται βάσει τῆς συλλογικῆς συμβάσεως τῆς ἰσχυούσης εἰς τὴν περιφέρειαν τῆς χώρας του, εἰς ἣν ὁ ἐργαζόμενος συνήθως ἐργάζεται. Ὅπου αἱ ὑφιστάμεναι συλλογικαὶ συμβάσεις δὲν προβλέπουν μετακίνησιν εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ἢ ὅπου δὲν ὑπάρχει τοιαύτη συλλογικὴ σύμβασις, ὁ όδηγὸς θὰ λαμβάνῃ ἐπίδομα συντηρήσεως ἀρκετόν, ὥστε νὰ δύναται νὰ καλύπτῃ τὴν ἀξίαν τριῶν γευμάτων ἡμερησίως καὶ τὴν στέγην.

Ἐπιστροφὴ εἰς τὴν ἕδραν.

20. Εἰς περίπτωσιν διακοπῆς τοῦ ταξειδίου διὰ λόγους ἀνεξαρτήτως τῆς θελήσεως τοῦ όδηγοῦ καὶ ἀδυναμίας τούτου νὰ ἐπιστρέψῃ εἰς τὴν ἕδραν του μὲ τὸ ὑπ' αὐτὸν ὄχημα, δικαιοῦται ὁ όδηγὸς εἰς τὰ ἔξοδα τῆς ἐπιστροφῆς καταβαλλόμενα ὑπὸ τοῦ ἐργοδότου, συμφώνως όδηγίαις τοῦ τελευταίου.

Ἔλεγχος τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος προσαρτήματος.

21. Πᾶς όδηγὸς θέλει τηρεῖ ἀτομικὸν ἡμερολόγιον, ἔνθα θὰ καταχωρῶνται δι' ἑκάστην ἐργασίαν αἱ ὧραι ἐργασίας αὐτοῦ, τὰ χρονικὰ διαστήματα όδηγήσεως καθὼς καὶ τὰ διαστήματα ἀναπαύσεως, θὰ ἐπιδεικνύεται δὲ τοῦτο κατὰ τὸ ταξείδιον αἰτήσει τῆς ἐνδιαφερομένης ἁρμοδίας ἀρχῆς. Ἅμα τῷ πέρατι τῆς ἐργασίας, ἀντίγραφον τοῦ ἡμερολογίου πρέπει νὰ παραδίδεται εἰς τὸν ἐργοδότην.

22. Πᾶς ἐργοδότης θέλει τηρεῖ τοὐλάχιστον ἐπὶ δώδεκα μῆνας ἀρχεῖον ἐγγράφων σχετικῶν μὲ ζητήματα πραγματευόμενα εἰς τὸ παρὸν Προσάρτημα καὶ τὸ ὁποῖον δύναται νὰ ζητηθῇ ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας Ἀρχῆς πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Προσαρτήματος.

Ἰδιοκτῆται όδηγοί.

23. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Προσαρτήματος, ἐξαιρέσει τῶν παραγράφων 4, 7, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 19 καὶ 20, θέλουσι ἐφαρμόζονται καὶ διὰ τοὺς ἰδιοκτήτας όδηγοὺς όδηγοῦντας τὰ ἰδιόκτητα ὀχήματά των.

Συνοδοί.

24. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος προσαρτήματος, ἐξαιρέσει τῶν παραγράφων 1, 2, 3, 8, 9 καὶ 21 θέλουσι ἐφαρμόζονται καὶ διὰ τοὺς συνοδοὺς καὶ ἄλλα πρόσωπα, ἅτινα συμμετέχουν πραγματικῶς εἰς τὴν μεταφορικὴν ἐργασίαν.

Προστατευτικὸς Ὅρος.

25. Οὐδεμία ἐκ τῶν ἐν τῷ παρόντι διαλαμβανομένων διατάξεων δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ἐντιτιθεμένη εἰς οἱανδήποτε διάταξιν νόμου ἢ κανονισμοῦ, διαιτητικῆς ἀποφάσεως, συλλογικῆς συμβάσεως ἢ ἐθίμου ἐξασφαλίζοντος εἰς

τοὺς ἐνδιαφερομένους ἐργάτας συνθήκας περισσότερον εὐνοϊκὰς ἀπὸ ἐκείνας αἱ ὁποῖαι προβλέπονται εἰς τὸ Προσάρτημα τοῦτο.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ Β. Ι.

ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

ΤΕΧΝΙΚΟΙ ΟΡΟΙ ΑΦΟΡΩΝΤΕΣ ΤΑ ΟΧΗΜΑΤΑ

1. Πᾶν ὄχημα χρησιμοποιούμενον εἰς διεθνῆ ἐπιβατικὴν μεταφορὰν πρέπει νὰ ἐκπληροῖ ἱκανοποιητικοὺς ὅρους ἀσφαλείας καὶ ἀνέσεως.

2. Τὸ ὄχημα πρέπει νὰ κατασκευάζεται καὶ ἐφοδιάζεται κατὰ τοιοῦτον τρόπον, ὥστε νὰ μὴ προκαλῇ ἐμπόδιον εἰς τὴν κυκλοφορίαν λόγῳ ἀνεπαρκοῦς ταχύτητός του, πρὸ παντὸς εἰς ὀρεινὰ μέρη.

3. Πρέπει νὰ προβλέπωνται μέσα προφυλάξεως τῶν ἐπιβατῶν ἀπὸ τὸν ἥλιον ὅπου παρίσταται ἀνάγκη.

4. Πρέπει νὰ εἶναι δυνατὸν τὰ ὀχήματα νὰ εἶναι κλειστὰ καὶ κεκαλυμμένα. Ὅταν ἡ ἐξωτερικὴ θερμοκρασία τὸ ἀπαιτεῖ, πρέπει νὰ ὑπάρχῃ θέρμανσις διὰ συστήματος ἐξασφαλίζοντος πᾶσαν προστασίαν διὰ τὴν ὑγείαν. Τὰ ὀχήματα πρέπει νὰ ἔχουν σύστημα ἐπαρκοῦς ἀερισμοῦ.

5. Πρέπει νὰ ὑπάρχῃ ἐπαρκὴς ἐσωτερικὸς φωτισμός.

6. Ὁ διατιθέμενος χῶρος, δι' ἕκαστον κάθισμα πρέπει νὰ εἶναι ἐπαρκὴς ὥστε νὰ προσφέρῃ εἰς τοὺς ἐπιβάτας κανονικὴν ἄνεσιν.

7. Ἀρκετὸς χῶρος, μὲ πλήρη καιρικὴν προστασίαν πρέπει νὰ ὑπάρχῃ διὰ τὰς ἀποσκευάς.

8. Τὰ ὀχήματα πρέπει νὰ ἐφοδιάζωνται μὲ κανονικὰς πυροσβεστικὰς συσκευὰς εἰς κατάστασιν πλήρους λειτουργίας.

9. Ἐπὶ πλέον τῆς θύρας, τῆς χρησιμοποιουμένης διὰ κανονικὴν εἴσοδον, τὰ ὀχήματα πρέπει νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα μὲ τοὐλάχιστον μίαν ἔξοδον κινδύνου, ἥτις δέον νὰ μὴ εἶναι ἐπὶ τῆς πλευρᾶς ἐπὶ τῆς ὁποίας ὑπάρχει ἡ κανονικὴ θύρα.

10. Ὀχήματα κυκλοφοροῦντα εἰς τακτικὰς γραμμὰς πρέπει νὰ φέρουν ἐνδείξεις ἐπὶ τῶν πλευρῶν μὲ ψηφία τοὐλάχιστον 10 ἑκατ. τοῦ μέτρου ὕψους ὡς πρὸς τὰ σημεῖα τῆς ἀναχωρήσεως καὶ ἀφίξεως αὐτῶν, καὶ τοὐλάχιστον μίαν ἐνδιάμεσον τοποθεσίαν.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ Δ.Ι.

ΦΟΡΤΩΤΙΚΗ

Ἄρθρον 1.

1. Ὁ μεταφορεὺς εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἔκδοσιν φορτωτικῆς.

2. Ἡ φορτωτικὴ θὰ ἐκδίδεται εἰς τριπλοῦν.

Τὸ πρῶτον ἀντίγραφον θὰ παραδίδεται εἰς τὸν ἀποστολέα, τὸ δεύτερον θὰ συνοδεύῃ τὸ ἐμπόρευμα καὶ τὸ τρίτον θὰ κρατεῖται ἀπὸ τὸν μεταφορέα. Πρόσθετα ἀντίγραφα τῆς φορτωτικῆς δύνανται νὰ ἐκδίδωνται πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ ἀποστολέως ἢ τοῦ μεταφορέως.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ φορτωτικὴ θέλει περιέχῃ τὰ κάτωθι στοιχεῖα :

1) Τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἐκδόσεως τῆς φορτωτικῆς.

2) Τὸ ὄνομα καὶ διεύθυνσιν τοῦ ἀποστολέως.

3) Τὸ ὄνομα καὶ διεύθυνσιν τοῦ μεταφορέως.

4) Τὸ μέρος ὅπου πραλαμβάνονται τὰ ἐμπορεύματα καὶ ὁ τόπος ὁ προβλεπόμενος διὰ τὴν παράδοσιν.

5) Τὸ ὄνομα καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ παραλήπτου ἢ ἄλλου ἀποδέκτου.

6) Περιγραφὴν τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τρόπον συσκευασίας αὐτῶν.

7) Τὸν ἀριθμὸν τῶν δεμάτων καὶ τὰ εἰδικὰ αὐτῶν σημεῖα καὶ ἀριθμούς.

8) Τὸ μικτὸν βάρος τῶν ἐμπορευμάτων ἢ τὴν ἐκφραζομένην κατὰ διάφορον τρόπον ποσότητα αὐτῶν.

9) Τὴν δαπάνην μεταφορᾶς καὶ ἄλλα ἔξοδα.

10) Τὰς ἀναγκαίας ὁδηγίας διὰ τὰ τελωνεῖα καὶ ἄλλας διατυπώσεις.

11) Δήλωσιν περὶ τοῦ ὅτι ἡ μεταφορὰ ὑπόκειται, ἐκτὸς εἰδικοῦ ὅρου περὶ τοῦ ἐναντίου, εἰς τὰς διατάξεις τῶν Προσαρτημάτων Δ' τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ τῆς Γενικῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Κανονισμῶν διὰ τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφοράς.

2. Κατὰ περίπτωσιν, ἡ φορτωτικὴ θὰ περιέχῃ καὶ τὰς κάτωθι ἐνδείξεις :

12) Δήλωσιν περὶ ἀπαγορεύσεως μεταφορτώσεως.

13) Τὰς δαπάνας δι' ἃς ὁ ἀποστολεὺς θ' ἀναλαμβάνῃ ὑποχρέωσιν.

14) Τὸ ποσὸν εἰς μετρητὰ εἰσπραχθησόμενον ἔναντι παραδόσεως τῶν ἐμπορευμάτων.

15) Δήλωσιν τῆς ἀξίας τῶν ἐμπορευμάτων, καθὼς καὶ δήλωσιν εἰδικοῦ ἐνδιαφέροντος κατὰ τὴν παράδοσιν.

16) Τὰς ὁδηγίας τοῦ ἀποστολέως πρὸς τὸν μεταφορέα σχετικῶς μὲ τὴν ἀσφάλειαν τῶν ἐμπορευμάτων.

17) Τὴν συμφωνηθεῖσαν προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας ἡ μεταφορικὴ ἐργασία πρέπει νὰ συντελεσθῇ (F').

18) Κατάστασιν τῶν ἐγγράφων τῶν παραδοθέντων εἰς τὸν μεταφορέα, συνοδευόντων τὸ δεύτερον ἀντίγραφον τῆς φορτωτικῆς.

3. Οἱ ἐνδιαφερόμενοι δύνανται νὰ προσθέσουν εἰς τὴν φορτωτικὴν οἱανδήποτε ἄλλην ἔνδειξιν ἣν θεωροῦν χρήσιμον.

4. Ὅπου ἀντίγραφον τῆς φορτωτικῆς χρησιμοποιεῖται ὡς ἔγγραφον ἐλέγχου βάσει τὴν ὁρων τοῦ Ἄρθρου 6 παράγρ. 4 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, τοῦτο θέλει ἐπίσης περιέχει, ἄνευ ἐπιζημίου τινὸς ἐπιδράσεως εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν, τὰ κάτωθι στοιχεῖα :

19) Τὸν τύπον τοῦ ἁμαξώματος.

20) Τὸ μέγιστον φορτίον (ἄρθρον 4 παραγρ. 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ).

21) Τὸν ἀριθμὸν καταχωρήσεως τοῦ ὀχήματος ἢ, ὅταν τοῦτο δὲν ἀρκεῖ διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τοῦ ὀχήματος, τὸν ἀριθμὸν τοῦ πλαισίου.

22) Τὴν χρεουμένην χιλιομετρικὴν ἀπόστασιν.

23) Τὸ σημεῖον ἀναχωρήσεως καὶ τὸν προορισμὸν τοῦ ὀχήματος ἢ τῶν ὀχημάτων, ἐκτελούντων διεθνῆ μεταφορικὴν ἐργασίαν (συμπληρούμενον μόνον ὅταν τὸ σημεῖον ἀναχωρήσεως ἢ καὶ τοῦ προορισμοῦ διαφέρει ἀπὸ τὸν τόπον ὅπου τὰ ἐμπορεύματα παραλαμβάνονται ἢ καὶ τὸν τόπον τὸν προβλεπόμενον διὰ τὴν παράδοσιν).

24) Τὸ σημεῖον ἢ σημεῖα διελεύσεως τῶν συνόρων.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ Ε. Ι.

ΣΥΝΑΨΙΣ ΑΣΦΑΛΕΙΩΝ ΥΠΟ ΜΕΤΑΦΟΡΕΩΝ ΕΠΙ ΚΟΜΙΣΤΡΩ

1. Μεταφορὰ ἐπιβατῶν.

α) Ὁ μεταφορεὺς πρέπει νὰ συνάπτῃ καὶ διατηρῇ ἐν ἰσχύϊ ἀσφάλειαν καλύπτουσαν τὴν εὐθύνην, συμφώνως πρὸς τὴν ἰσχύουσαν εἰς τὴν διασχιζομένην χώραν νομοθεσίαν, διὰ ζημίας προκληθείσας εἰς μεταφερομένους ἐπιβάτας καθὼς καὶ εἰς τρίτα πρόσωπα. Σχετικῶς δέον νὰ ληφθῶσιν ὑπ' ὄψιν ὑφιστάμενοι ἢ ἐπιβληθησόμενοι τυχὸν περιορισμοὶ ἐπὶ τοῦ ἀσφαλιζομένου ποσοῦ εἰς τὰς ἐν λόγῳ χώρας.

β) Ἡ ὑποχρέωσις τοῦ Μεταφορέως ν' ἀσφαλίζῃ κατὰ κινδύνων ζημίας προκαλουμένας εἰς τὰς ἀποσκευὰς μεταφερομένων προσώπων ὑπόκειται πάντως εἰς τὰς διατάξεις τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας τῶν διασχιζομένων χωρῶν.

2. Μεταφορὰ ἐμπορευμάτων.

α) Ὁ μεταφορεὺς πρέπει νὰ συνάπτῃ καὶ διατηρῇ ἐν ἰσχύϊ ἀσφάλειαν καλύπτουσαν τὴν εὐθύνην, συμφώνως πρὸς τὴν ἰσχύουσαν εἰς τὴν διασχιζομένην χώραν νομοθεσίαν, διὰ ζημίας προξενηθείσας εἰς τρίτα πρόσωπα. Σχετικῶς δέον νὰ ληφθῶσιν ὑπ' ὄψιν ὑφιστάμενοι ἢ ἐπιβληθη-

---

(F') Ἔλλειψις ἐγγραφῆς ὑπὸ τὸ στοιχεῖον τοῦτο ἰσοδυναμεῖ μὲ τὴν ἐγγραφήν.

«Μὴ προκαθορισθεῖσα προθεσμία».

σόμενοι τυχὸν περιορισμοὶ ἐπὶ τοῦ ἀσφαλιζομένου ποσοῦ εἰς τὰς ἐν λόγῳ χώρας.

β) Ὁ μεταφορεὺς πρέπει ἐπίσης νὰ συνάπτῃ καὶ διατηρῇ ἀσφάλειαν καλύπτουσαν τὴν εὐθύνην τούτου διὰ ὁλικὴν ὡς καὶ διὰ μερικὴν ἀπώλειαν καὶ ζημίαν εἰς τὰ μεταφερόμενα ἐμπορεύματα.

3. Ἐπιχειρήσεις, θεωρούμεναι ἱκαναὶ νὰ καλύπτουν αἱ ἴδιαι τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους 1 καὶ 2 κινδύνους, ὡς ἐπιχειρήσεις Δημοσίου Δικαίου, δύνανται νὰ ἐξαιροῦνται παρὰ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῆς χώρας καταχωρήσεως, τῆς ὑποχρεώσεως νὰ ἐνεργοῦν καὶ διατηροῦν ἀσφαλιστήρια συμβόλαια, ὡς ὁρίζεται ἐν τοῖς ὡς εἴρηται παραγράφοις.

Τὸ δικαίωμα τοῦτο δὲν δύναται ἐν πάσῃ περιπτώσει ν' ἀνατίθεται εἰς ἐπαγγελματικὸν ὀργανισμὸν βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς παραγράφους 1(α) καὶ 2(α), ἡ παροῦσα διάταξις δὲν ἀπαλλάσσει τὰς ἐν λόγῳ ἐπιχειρήσεις, ὅταν εὑρίσκωνται εἰς χώρας ἄλλας ὑπὸ τὴν χώραν εἰς ἣν τὸ ὄχημα εὑρίσκεται καταχωρημένον, ἀπὸ τοῦ νὰ συμμορφοῦνται μὲ ἐθνικοὺς ἢ διεθνεῖς κανονισμοὺς ἀφορῶντας ξένας ἐπιχειρήσεις.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ Ε. 2.

Ἀσφάλειαι ἐνεργούμεναι ὑπὸ μεταφορέων ἐμπορευμάτων δι' ἴδιον λογαριασμὸν

1. Ὁ μεταφορεὺς πρέπει νὰ συνάπτῃ καὶ διατηρῇ ἀσφάλειαν, καλύπτουσαν τὴν εὐθύνην, συμφώνως πρὸς τὴν ἰσχύουσαν εἰς τὴν διασχιζομένην χώραν νομοθεσίαν, διὰ ζημίας προκαλουμένας εἰς τρίτους. Σχετικῶς δέον νὰ ληφθῶσιν ὑπ' ὄψει τυχὸν ὑφιστάμενοι περιορισμοὶ ἐπὶ τοῦ ἀσφαλιζομένου ποσοῦ εἰς τας περὶ ὧν πρόκειται χώρας.

2. Ἐπιχειρήσεις, θεωρούμεναι ἱκαναὶ νὰ καλύψουν αἱ ἴδιαι τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον 1 κινδύνους, ὡς ἐπιχειρήσεις Δημοσίου Δικαίου, δύνανται ν' ἀπαλλαγοῦν παρα τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς χώρας καταχωρήσεως, ἐκ τῆς ὑποχρεώσεως νὰ ἐνεργοῦν καὶ τηροῦν ἀσφαλιστήρια συμβόλαια, ἀπαιτούμενα βάσει τῆς ρηθείσης παραγράφου. Τὸ δικαίωμα αὐτὸ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται ν' ἀνατεθῇ εἰς ὀργανισμὸν βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ. Ἡ παροῦσα διάταξις δὲν ἀπαλλάσσει τὰς ἐν λόγῳ ἐπιχειρήσεις ὅταν εὑρίσκωνται εἰς χώρας ἄλλας πλὴν τῆς χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται τὸ ὄχημα καταχωρημένον, ἀπὸ τοῦ νὰ συμμορφοῦνται μὲ ἐθνικοὺς ἢ διεθνεῖς κανονισμοὺς ἀφορῶντας τὰς ξένας ἐπιχειρήσεις.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ Η. 1.

Ἐνδείξεις αἵτινες δέον ν' ἀναγράφωνται ἐπὶ τοῦ ἐγγράφου τοῦ συνοδεύοντος μεταφορὰν ἐπὶ κομίστρῳ (F')

1) Ὁ τόπος καὶ ἡ ἡμερομηνία ἐκδόσεως τοῦ ἐγγράφου.
2) Τὸ ὄνομα καὶ ἡ διεύθυνσις τοῦ ἀποστολέως.
3) Τὸ ὄνομα καὶ ἡ διεύθυνσις τοῦ μεταφορέως.
4) Ὁ τόπος ὅπου παραλαμβάνονται τὰ ἐμπορεύματα καὶ ὁ τόπος ὁ προβλεπόμενος διὰ τὴν παράδοσιν.
5) Τὸ ὄνομα καὶ ἡ διεύθυνσις τοῦ παραλήπτου ἢ ἄλλου παραλαμβάνοντος.
6) Περιγραφὴ τῶν ἐμπορευμάτων.
7) Τὸ μικτὸν βάρος τῶν ἐμπορευμάτων ἢ τὴν ποσότητα τούτων, κατ' ἄλλον τρόπον ἐκφραζομένην.
9) Ἡ δαπάνη μεταφορᾶς καὶ λοιπαὶ δαπάναι.
19) Ὁ τύπος τοῦ ἁμαξώματος.
20) Τὸ μέγιστον φορτίον (Ἄρθρον 4, παράγραφος 5, τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ).
21) Ὁ ἀριθμὸς καταχωρήσεως τοῦ ὀχήματος, ἢ, ὅπου τοῦτο δὲν εἶναι ἀρκετὸν διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τοῦ ὀχήματος, ἀριθμὸς τοῦ πλαισίου.
22) Ἡ χρεουμένη χιλιομετρικὴ διάνυσις.
23) Ὁ τόπος ἀναχωρήσεως καὶ ὁ προορισμὸς τοῦ ὀχήματος ἢ τῶν ὀχημάτων ἐκτελούντων διεθνῆ μεταφορικὴν ἐργασίαν (συμπληρουμένου μόνον ὅπου ὁ τόπος ἀναχωρήσεως καὶ (ἢ) ὁ προορισμὸς διαφέρουν ἀπὸ τὸν τόπον ὅπου παραλαμβάνονται τὰ ἐμπορεύματα καὶ (ἢ) τὸν τόπον τὸν προβλεπόμενον διὰ τὴν παράδοσιν).
24) Τὸ ἢ τὰ σημεῖα διελεύσεως τῶν συνόρων.

(F') Ἡ ἀρίθμησις τῶν ἐνδείξεων εἶναι ἡ αὐτὴ μὲ τὴν τῶν ἐνδείξεων τῆς φορτωτικῆς τοῦ Προσαρτήματος Δ. 1.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ Η. 2

Ἐνδείξεις, αἵτινες δέον ν' ἀναγράφωνται εἰς τὸ συνοδεῦον τὴν μεταφορὰν δι' ἴδιον λογαριασμὸν ἔγγραφον:

1) Ὁ τόπος καὶ ἡ ἡμερομηνία ἐκδόσεως τοῦ ἐγγράφου.
2) Τὸ ὄνομα, ἡ διεύθυνσις καὶ τὸ εἶδος τῆς ἐπιχειρήσεως τοῦ μεταφορέως.
3) Κατὰ περίπτωσιν, τὸ ὄνομα, διεύθυνσις καὶ εἶδος τῆς ἐπιχειρήσεως τοῦ προσώπου ἢ προσώπων ἄλλων πλὴν τοῦ μεταφορέως ἀπὸ τὸ ὁποῖον παραλαμβάνονται καὶ (ἢ) εἰς ὃν πρόκειται νὰ παραδοθῶσι.
4) Τὸ ἢ τὰ σημεῖα φορτώσεως.
5) Τὸ ἢ τὰ σημεῖα ἐκφορτώσεως.
6) Περιγραφὴ τῶν ἐμπορευμάτων.
7) Τὸ μικτὸν βάρος τῶν ἐμπορευμάτων ἢ ἡ ποσότης τούτων κατ' ἄλλον τρόπον ἐκφραζομένη.
8) Ὁ τύπος τοῦ ἁμαξώματος.
9) Τὸ μέγιστον φορτίον (ἄρθρον 14, παραγρ. 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ).
10) Ὁ ἀριθμὸς καταχωρήσεως τοῦ ὀχήματος, ἢ, ὅπου τοῦτο δὲν ἐπαρκεῖ πρὸς ἀναγνώρισιν τοῦ ὀχήματος, ὁ ἀριθμὸς τοῦ πλαισίου.
11) Ἡ ἀπόστασις εἰς χιλιόμετρα.
12) Τὸ ἢ τὰ σημεῖα διελεύσεως τῶν συνόρων.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΕΙΣ ΤΗΝ ΓΕΝΙΚΗΝ ΣΥΜΦΩΝΙΑΝ ΕΠΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΝΟΝΙΣΜΩΝ ΔΙΑ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΟΔΙΚΑΣ ΜΕΤΑΦΟΡΑΣ

Οἱ ὑποφαινόμενοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, συμφωνοῦμεν τὰ κάτωθι:

1. Οἱαδήποτε ἐκ τῶν Συμμαχικῶν Ἀρχῶν Ἐλέγχου εἰς τὰ Κατεχόμενα ἐδάφη τῆς Εὐρώπης διατηροῦσα σχέσεις μὲ τὴν Οἰκονομικὴν Ἐπιτροπὴν διὰ τὴν Εὐρώπην, δυνάμει τῆς παραγράφου 10 τοῦ καταστατικοῦ τῆς Ἐπιτροπῆς, δύναται νὰ εἰδοποιῇ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅτι αἱ διατάξεις τῆς Γενικῆς Συμφωνίας ἢ προσαρτήματος τινὸς συναφθέντος μεταγενεστέρως ἔχουσι τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰς τὰ ἐν λόγῳ ἐδάφη διὰ ἐσωτερικῆς νομοθεσίας, καὶ θέλουσι ἐφαρμοσθῇ, συμφώνως μὲ τὰς συνταγματικὰς διατάξεις τῶν ἐδαφῶν τούτων.

2. Τοιαύτη προειδοποίησις ἔχει τὰ κάτωθι ἀποτελέσματα:

α) Αἱ διατάξεις τῆς Γενικῆς Συμφωνίας ἢ τοῦ πρωτοκόλλου ὡς ἀναφέρεται τοῦτο εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον (1) θὰ ἔχουν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τῶν ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ (1) ἀναφερομένων ἐδαφῶν τὰ ὁποῖα ἀφορᾷ ἡ προειδοποίησις αὕτη, τριάκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τοιαύτης εἰδοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἐφόσον ἡ Συμφωνία ἔχει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, ἄλλως ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἰσχύος αὐτῆς.

β) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θέλει κοινοποιῇ εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὡς καὶ εἰς τὰ ἐδάφη τὰ ὁποῖα ἀφορᾷ ἡ ἐνέργεια, συμφώνως μὲ τὴν ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ περιγραφομένην διαδικασίαν τὰς ληφθεῖσας ἀνακοινώσεις ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἐλήφθησαν αὗται.

γ) Τὰ ἐδαφη τὰ ὁποῖα ἀφορᾷ ἐνέργεια, συμφώνως μὲ τὴν διαδικασίαν, περιγραφομένην ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ (1), θέλουσι ἔχη τὰ αὐτὰ δικαιώματα καὶ τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις

έναντι τῶν Συμβαλλομένων μερῶν ὡς τὰ ἴδια Συμβαλλόμενα Μέρη.

3. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θέλει τεθῆ εἰς ἐφαρμογὴν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς αὐτοῦ καὶ θεωρεῖται ὡς ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς Γενικῆς Συμφωνίας ἀφ' ἧς ἡμερομηνίας ἤθελεν αὕτη τεθῆ εἰς ἐφαρμογήν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ εἰς ἕν καὶ μόνον ἀντίτυπον εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Γαλλικὴν Γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων θεωρουμένων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν, τὴν δεκάτην ἑβδόμην τοῦ μηνὸς Μαρτίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ πεντηκοστοῦ τετάρτου ἔτους.

Διὰ τὸ Βέλγιον
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) LEROY.
Διὰ τὴν Δανίαν
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ) SVEN ACKER
Διὰ τὴν Γαλλίαν
(ὑπογρ.) G. CLAUZEL
Διὰ τὴν Ἑλλάδα
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) ΧΑΤΖΗΒΑΣΙΛΕΙΟΥ
Διὰ τὴν Ἰταλίαν
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρύσεως
(ὑπογραφ.) NOTARANGELI
Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον
Ὑπὸ τὸν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) R. LOGELIN
Διὰ τὴν Ὁλλανδίαν
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) K. VONK
Διὰ τὴν Σουηδίαν
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) GOSTA HALL
Διὰ τὴν Ἑλβετίαν
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) B. TAPERNOUX
Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον καὶ Βόρειον Ἰρλανδίαν
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) READING
Διὰ τὴν Γιουγκοσλαβίαν
Ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) B. CRNOBRNJA

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΥΠΟΓΡΑΦΗΣ

Προβαίνοντες εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Γενικῆς Συμφωνίας ἐπὶ Οἰκονομικῶν Κανονισμῶν διὰ Διεθνεῖς Ὁδικὰς Μεταφοράς, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν διευκρινίσεων τῶν διαλαμβανομένων εἰς τὰ ἑπόμενα ἄρθρα 1, 2 καὶ 3 καὶ ἐσημείωσαν τὰς ἐπιφυλάξεις τὰς διατυπουμένας εἰς τὸ ἄρθρον 4.

Ἄρθρον 1.

Προσαρτήματα Α. Β1, Δ. Ι. Ε.Ι., Ε.2, Η.1 καὶ Η.2 εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμὸν ἐπισυνάπτονται εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς.

Ἄρθρον 2.

Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 8 τοῦ ἄρθρου 9 τῆς Γενικῆς Συμφωνίας, τὸ Προσάρτημα Γ.1. θέλει παραμείνῃ ἀνοικτόν, κατὰ τὴν 1ην Ἰουλίου 1954, πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ χωρῶν, αἱ ὁποῖαι μέχρι τῆς ἡμέρας ἐκείνης θὰ ἔχωσι ὑπογράψῃ τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν ἢ θὰ ἔχωσι προσχωρήσῃ εἰς αὐτήν. Τὸ προσάρτημα τοῦτο θ' ἀποτελέσῃ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Γενικῆς Συμφωνίας, ὅσον ἀφορᾷ τὰς χώρας αἱ ὁποῖαι τὸ ἀπεδέχθησαν εἴτε κατόπιν ὑπογραφῆς αὐτοῦ κατὰ τὴν ὡς ἄνω ἡμερομηνίαν, εἴτε κατόπιν προσχωρήσεως, ἄνευ ἐπιφυλάξεως εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν μετὰ τὴν 1ην Ἰουλίου 1954.

Ἄρθρον 3.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Γενικῆς Συμφωνίας, μεταφορικαὶ ἐργασίαι μεταξύ:

α) τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰρλανδίας,

β) Δανίας, Φιλανδίας, Νορβηγίας καὶ Σουηδίας δὲν θέλουσι θεωροῦνται ὡς διεθνεῖς μεταφοραί.

Ἄρθρον 4.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 2 τῆς Γενικῆς Συμφωνίας καὶ παραγράφου 1 τοῦ Προσαρτήματος Α εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Ἰταλίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν χώραν του τὸ δικαίωμα μὴ ἐφαρμογῆς τῆς παραγράφου 1 τοῦ Προσαρτήματος Α διὰ τοὺς ὁδηγοὺς ὀχημάτων καταχωρηρημένων εἰς χώρας μὴ συμμετεχούσας εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν.

Ἐπὶ τοῦ Προσαρτήματος Α' τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

Εἰς τὸ Ἡνωμένον Βοσίλειον ζητήματα, ὡς αἱ συνήθεις ἐργάσιμοι ὧραι, ἡμέραι ἀναπαύσεως, ἑορταὶ καὶ ἐπιδόματα συντηρήσεως (παραγρ. 4, 11, 12, 19, καὶ 24) καθορίζονται διὰ συλλογικῶν συμβάσεων ἢ διαιτητικῶν ἀποφάσεων, εἴτε παρὰ ἀνεξαρτήτων ὀργανισμῶν καθωρισμένων ἐκ τοῦ Νόμου, ἄνευ οἱασδήποτε ἐπεμβάσεως τῆς Κυβερνήσεως. Ὡς ἐκ τούτου ὁ ἀντιπρόσωπος τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου δὲν δύναται ν'ἀναλάβῃ τὴν ἐξασφάλισιν, ὅπως αἱ λαμβανόμεναι ἀποφάσεις εἶναι σύμφωνοι μὲ τὰς λεπτομερεῖς διατάξεις τὰς καθοριζομένας εἰς τὸ Προσάρτημα Α., νοουμένου ὅτι οἱ μεταφορεῖς, οἱ προερχομένοι ἀπὸ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ ὑποχρεωθοῦν διὰ τῆς Νομοθεσίας τῆς ὑφισταμένης εἰς χώρας συμμετεχούσας εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν διὰ μέσου τῶν ὁποίων διέρχονται, νὰ συμμορφωθοῦν μὲ τὰς σχετικὰς παραγράφους τοῦ Προσαρτήματος Α'.

Ἐπὶ τῆς παραγράφου 1 τοῦ Προσαρτήματος Α' εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ἀναφορικῶς μὲ τὸ πρόσθετον Πρωτόκολλον εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν ἐπὶ Οἰκονομικῶν Κανονισμῶν διὰ Διεθνεῖς Ὁδικὰς Μεταφορὰς, ἐπιφυλάσσεται διὰ τοῦ παρόντος τὸ δικαίωμα εἰς τὰς Δυτικὰς Ζώνας τῆς Γερμανίας νὰ ζητοῦν ὅπως οἱ ὁδηγοὶ ἐπιβατηγῶν ὀχημάτων, ὡς καθορίζονται εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν, μὴ εἶναι μικρότεροι εἰς ἡλικίαν τῶν 23 ἐτῶν.

Ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Ἰταλίας ἐδήλωσεν ὅτι ἠδύνατο ν' ἀποδεχθῇ τὴν ἐπιφύλαξιν μόνον ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν θὰ παραβλάψῃ αὕτη τὴν ἐφαρμογὴν ἄλλων διεθνῶν συμφωνιῶν.

Ἐπὶ τῆς παραγράφου 4 τοῦ Προσαρτήματος Α' εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Ἑλβετίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν χώραν του τὸ δικαίωμα μὴ ἐφαρμογῆς τῆς παραγράφου 4 τοῦ Προσαρτήματος Α' ἐπὶ Ἑλβετικοῦ ἐδάφους λόγῳ τῶν εἰδικῶν διατάξεων ἐφαρμοζομένων ἐν Ἑλβετίᾳ σχετικῶς μὲ τὰ ἡμερομίσθια καὶ ὥρας ἐργασίας.

Ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Τουρκίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν χώραν του τὸ δικαίωμα τῆς μὴ ὁλοκληρωτικῆς ἐφαρμογῆς, εἰς τὸ στάδιον αὐτό, τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 4 τοῦ προσαρτήματος Α' εἰς τὸ Τουρκικὸν ἔδαφος λόγῳ τῆς ἐφαρμοζομένης Νομοθεσίας εἰς τὴν Τουρκίαν σχετικῶς μὲ τὰ ἡμερομίσθια καὶ τὰς ὥρας ἐργασίας.

Ἐπὶ τῆς παραγράφου 6 τοῦ προσαρτήματος Α' εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Σουηδίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν χώραν του τὸ δικαίωμα τῆς μὴ ἐφαρμογῆς τῆς παραγράφου 6(β) τοῦ Προσαρτήματος Α', καθόσον οἱ Σουηδικοὶ Κανονισμοὶ δὲν ἐπιτρέπουν βραχύτερον χρόνον ἀναπαύσεως ἀπὸ ἑννέα ὥρας, πλὴν δύο φορὰς εἰς οἱονδήποτε χρόνον τῶν ἑπτὰ ἡμερῶν δι' ἕκαστον ὁδηγόν.

Ἐπὶ τῶν παραγράφων 8 καὶ 9 τοῦ Προσαρτήματος Α' εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Ἰταλίας ἐπιφυλλάσσει διὰ τὴν χώραν του τὸ δικαίωμα τῆς μὴ ἐφαρμογῆς τῶν παραγράφων 8 καὶ 9 τοῦ Προσαρτήματος Α' ἐπὶ Ἰταλικοῦ ἐδάφους.

'Επὶ τῆς παραγράφου 12 τοῦ Προσαρτήματος Α' εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

'Ο ἀντιπρόσωπος τῆς Αὐστρίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν χώραν του τὸ δικαίωμα νὰ ἐξουσιοδοτῇ ἐπιχειρήσεις, ὅπως χρησιμοποιοῦν ἐπὶ Αὐστριακοῦ ἐδάφους ὁδηγοὺς κατὰ τὰς ἑορτὰς ἄνευ παραχωρήσεως εἰς αὐτοὺς ἀποζημιωτικῆς ἀδείας, ἐφόσον οἱ ἐθνικοὶ ἐν ἰσχύϊ κανονισμοὶ σχετικῶς μὲ τὴν ἀμοιβὴν τῆς ἐργασίας τοῦ εἴδους αὐτοῦ ἤθελον τηρηθῆ.

'Επὶ τῆς παραγράφου 14 τοῦ Προσαρτήματος Α' εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

'Ο ἀντιπρόσωπος τῆς 'Ιταλίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν χώραν του τὸ δικαίωμα νὰ ὑποχρεώνῃ τὴν πρόσληψιν εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις δευτέρου ὁδηγοῦ ὅταν τὸ ὄχημα συνοδεύεται ὑπὸ ρυμουλκουμένου ἄνευ παραβιάσεως ἄλλων διεθνῶν συμφωνιῶν. 'Η ἐπιφύλαξις αὕτη πάντως δὲν ἀφορᾷ τὰ δίτροχα ρυμουλκούμενα χρησιμοποιούμενα ἐποκλειστικῶς διὰ τὴν μεταφορὰν ἀποσκευῶν, ἐργαλείων κ.λ.π., ἐφόσον οἱ τεχνικοὶ ὅροι οἱ τεθέντες ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τηροῦνται.

'Ο ἀντιπρόσωπος τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν χώραν του τὸ δικαίωμα νὰ ζητῇ εἰς περίπτωσιν συνδυασμοῦ ὀχημάτων ἀποτελουμένου ἐκ ρυμουλκοῦ (μὴ μεταφορικοῦ) ὀχήματος καὶ ρυμουλκουμένου, ὅπως φέρῃ τοῦτο βοηθὸν κατὰ τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς ἐν τῷ 'Ηνωμένῳ Βασιλείῳ ἰσχυούσης νομοθεσίας.

'Επὶ τοῦ Προσαρτήματος Δ' τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ

'Ο ἀντιπρόσωπος τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου προβαίνει εἰς τὴν κάτωθι ἐπιφύλαξιν :

Αἱ ἐν τῷ Προσαρτήματι Δ' διατάξεις δὲν θέλουσι ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῆς μεταφορᾶς πρὸς καὶ ἀπὸ τὸ 'Ηνωμένον Βασίλειον, ἐφόσον :

α) Τὰ λοιπὰ μέλη τῆς Γενικῆς Συμφωνίας θὰ δύνανται ν' ἀπαιτήσουν διὰ τῆς νομοθεσίας των, ὥστε αἱ μεταφοραὶ ἐκ τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου νὰ εἶναι ὀργανωμέναι συμφώνως πρὸς τὸ ἐν λόγῳ προσάρτημα διὰ τοῦ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των μέρος τῆς διαδρομῆς.

β) 'Η προβλεπομένη εἰς τὸ ἐν λόγῳ Προσάρτημα φορτωτικὴ δὲν θὰ χρειάζεται ν' ἀντικαθίσταται δι' ἄλλου ἐγγράφου εἰς περίπτωσιν μεταφορᾶς εἰσερχομένης ἐντὸς τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου ἀπὸ οἱανδήποτε ἄλλην χώραν, τοιαύτης μεταφορᾶς δυναμένης νὰ ἐνεργηθῇ ἐντὸς τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου συμφώνως μὲ τοὺς ὅρους τοῦ ἐν λόγῳ Προσαρτήματος.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ ἔχῃ τὴν ἰδίαν ἰσχύν, ἀποτέλεσμα καὶ διάρκειαν, ὡς ἡ Γενικὴ Συμφωνία τῆς ὁποίας θεωρηθήσεται ὡς ἀποτελοῦσα ἀναπόσπαστον μέρος.

'Εγένετο ἐν Γενεύῃ εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον, εἰς τὴν 'Αγγλικὴν καὶ Γαλλικὴν Γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων θεωρουμένων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν, τὴν δεκάτην ἑβδόμην ἡμέραν τοῦ μηνὸς Μαρτίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ πεντηκοστοῦ τετάρτου ἔτους.

Διὰ τὸ Βέλγιον
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) LEROY

Διὰ τὴν Δανίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) SVEN ACKER

Διὰ τὴν Γαλλίαν
(ὑπογρ.) G. GLAUZEL

Διὰ τὴν 'Ελλάδα
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) ΧΑΤΖΗΒΑΣΙΛΕΙΟΥ

Διὰ τὴν 'Ιταλίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) NOTARANGELLI

Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) R. LOGELIN

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) K. VONK

Διὰ τὴν Σουηδίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) GOSTA HALL

Διὰ τὴν 'Ελβετίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) B. TAPERNOUX

Διὰ τὸ 'Ηνωμένον Βασίλειον καὶ Βόρ. 'Ιρλανδίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) READING

Διὰ τὴν Γιουγκοσλαβίαν
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως
(ὑπογρ.) B. CRNOBRNJA

"Αρθρον Δεύτερον.

Διὰ Β. Διατάγματος αἱ διατάξεις τῆς διὰ τοῦ παρόντος Νόμου κυρουμένης γενικῆς συμφωνίας κωδικοποιηθήσονται εἰς τοὺς οἰκείους Νόμους.

'Ωσαύτως διὰ Β. Διατάγματος τοῦ ἁρμοδίου ἢ τῶν ἁρμοδίων 'Υπουργῶν κανονισθήσονται αἱ λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς διὰ τοῦ παρόντος Νόμου κυρουμένης γενικῆς συμφωνίας.

"Αρθρον Τρίτον.

'Η ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως .

'Εν 'Αθήναις τῇ 13 'Οκτωβρίου 1956

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Δ. ΧΕΛΜΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Λ. Π. ΤΣΑΛΔΑΡΗ, ΣΤ. ΚΩΤΙΑΔΗΣ, Λ. ΜΠΟΥΡΝΙΑΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Χ. ΚΑΡΑΠΙΠΕΡΗΣ, Τ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

'Εθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

'Εν 'Αθήναις τῇ 13 'Οκτωβρίου 1956

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ